

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

**FACULTE DE DROIT D'ECONOMIE DE GESTION ET DE
SOCIOLOGIE**

DEPARTEMENT ECONOMIE

**FAIRE DU TOURISME UN SECTEUR DE
DEVELOPPEMENT DURABLE DIRECTE AU
COMMUNAUTE VILLAGEOISE MALAGASY,
CREATEUR D'EMPLOI TOUT EN PROTEGEANT
L'ENVIRONNEMENT**

**Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de Maîtrise
en es-sciences économiques**

Sous l'encadrement de : RAKOTOSEHENO ZO

Conçu et présenté par : RAKOTORAHALAHY Mamy Honoré

Date de dépôt : 19 Octobre 2006

Année Universitaire 2005-2006

AVANT PROPOS

L'ouvrage présente non seulement la définition du voyage et des techniques d'information récurrentes du tourisme, mais aussi, les avantages et les possibilités d'action qu'apporte le secteur face à la diversité des ressources exploitables à Madagascar.

En tant qu'initiateur de développement, le tourisme mérite ainsi de trouver sa place dans la priorisation des activités à entreprendre du pays.

On s'en rend compte in statu quo de l'immensité d'impacts sociaux que procrée le secteur pour le bien-être de la société.

A tout cela, le tourisme focalise indubitablement la conquête et l'échange des civilisations de la Nation avec les grands pays étrangers. Aussi, sur la demande exprimée de la clientèle, les buts prospectifs du tourisme ne cessent d'être en parfaite corrélation avec les réalités présentes.

Tout à fait sûr comme tant d'autres secteurs de développement classés « rapides et durables », le tourisme est une opportunité de grande échelle pour Madagascar. Solidarité et Partage répondent bien à un besoin pressant de la Nation dans le marché du tourisme, et serviront une aide efficace aux opérateurs économiques locaux dans l'amélioration de leur éthique et des conditions de vie de la population majoritaire.

La valeur et l'importance de l'ouvrage sont encore soulignées par le témoignage des grands intellectuels de l'Université de Madagascar. Ainsi, le livre sera remis librement aux chers lecteurs avec une véritable satisfaction.

REMERCIEMENTS

En reconnaissance de la contribution effective du Personnel d'Encadrement ci après :

- Monsieur RANOVONA Andriamora, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo ;

- Monsieur RAVELOMANANA Raoul Mamy, Chef de Département de la Filière Economie ;

- Monsieur RAMIARAMANANA Jeannot, Premier Responsable des Etudiant Quatrième Année de la Filière Economies ; et

- Monsieur RAKOTOSEHENO Zo, Encadreur du Mémoire ;

Dans la réalisation du Grand Mémoire intitulé « Faire du tourisme un secteur de développement durable direct aux communautés villageoises Malagasy ; créateur d'emploi tout en protégeant l'environnement »

Je tiens, tout particulièrement, à adresser mes vifs remerciements à leur égard. La clarté de leurs concepts dans tous les travaux d'approche constitue le principal facteur de la réussite de l'ouvrage.

Je saisis également cette occasion favorable pour remercier les Administrations de la Filière Economie, la Bibliothèque de l'Université d'Antananarivo, le Ministre de la Culture et du Tourisme, le Ministère des Travaux Publics et du Transport, la Bibliothèque de la Banque Mondiale, l'Union Européenne, le GUIDE, l'INSTAT, le CAIFOR qui ont tous largement procuré toutes les données utiles et fiables à l'élaboration du livre. L'accueil a été chaleureux et les collectes de données se sont déroulées normalement.

SOMMAIRE

AVANT PROPOS

REMERCIEMENT

LISTES DES ACRONYMES

LISTE DES TABLEAUX

INTRODUCTION

PARTIE I : LE TOURISME EN TANT QU'UN SECTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE DIRECT AUX COMMUNAUTES VILLAGEOISES MALAGASY.

CHAPITRE I : LE TOURISME, PRINCIPAL SOURCE DE LA RENTREE SES DEVISES ET PILIER MAJEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

Section 1 : Les aspects positifs du tourisme comme facteur clefs du développement durable direct.

Section 2 : L'importance de l'échange d'information dans le domaine du tourisme

Section 3 : Les perspectives de développement du secteur tourisme Malagasy

CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT EN FAVEUR DU TOURISME

Section 1: Les objectifs de développement en faveur du tourisme

Section 2 : Evaluations des stratégies de développement du secteur avec bénéfices des communautés villageoises.

Section 3 : Les opportunités et les répercussions des politiques de tourisme sur le développement de Madagascar

PARTIE II : LE TOURISME COMME ETANT LE SECTEUR PRIORITAIRE CREATEUR D'EMPLOI TOUT EN PROTEGEANT L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 1 : ETUDE DES POTENTIALITES DU TOURISME AU NIVEAU DE LA CREATION D'EMPLOIS

Section 1 : les avantages du secteur tourisme sur la création d'emplois aux bénéfices des communautés villageoises malagasy

Section 2 : Analyses des données touristiques non fiables et l'arme contre la pauvreté

Section 3 : Evaluation des potentialités sous exploités dans le domaine touristique à Madagascar

CHAPITRE II : LE DYNAMISME DU SECTEUR TOURISTIQUE DANS LA CREATION D'EMPLOI SOUS UNE PRESERVATION INTEGRALE DE L'ENVIRONNEMENT

*Section 1 : Les avantages de l'établissement des hôtelleries et des entreprises des
voyages animateurs touristiques à Madagascar*

*Section 2 : les atouts d'adoption d'un système de gestion environnemental dans
l'hébergement touristique*

Section 3 : Analyses fondamentales des réserves foncières touristiques

CONCLUSION

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GLOSSAIRE

RESUME ANALYTIQUE

LISTE DES ACRONYMES

ACM	Aviation Civile de Madagascar
ADEMA	Aéroports de Madagascar
AMGI	Agence Multilatérale pour la Garantie des Investissements
ANGAP	Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées
BM	Banque Mondiale
BCM	Banque Centrale de Madagascar
CADE	Comité d'appui au Développement de l'Ecotourisme
CNDT	Comité National de Développement du Tourisme
CI	Conservation International
CTR	Centre pour un Tourisme Responsable
CTS	Compte du Tourisme Satellite
CCI	Centre de Commerce International
DFID	Department For International Development
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIE	Evaluation d'Impact Environnemental
EVPT	Entreprises de Voyage et Prestation Touristiques
FMG	Franc Malgache
FMI	Fond Monétaire International
GATO	German Tourism Organization for Development and Investment
GO TO	Groupement des Opérateurs Touristiques de Madagascar
GUBE	Guichet Unique de Bail Emphytéotique
GUIDE	Guichet Unique d'Investissement et de Développement des Entreprises
IADB	Inter American Development Bank
ICD	Institut de Coopération et de Développement (ODI)
IIED	Institut International pour le Développement et l'Environnement
INTH	Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie
IOITO	Indian Ocean Islands Tourism Organization
ISO	International Standards Organisation
IDE	Investissement Direct à l'Etranger
INSTAT	Institut National de la Statistique
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Agence allemande de Développement)

LDI	Landscape Development Interventions
MADIO	Madagascar Dial Instat Orstom
MECIE	Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement
MTM	Maison du Tourisme de Madagascar
MTP	Maison du Tourisme Provinciale
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
ONG	Organisation non Gouvernementale
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PAGE	Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RFT	Réserves Foncières Touristique
RU	Royaume Uni
RFE	Rain Forest Expeditions
SFI	Société Financière Internationale
TB	Tonnage Brut
TFP	Tourisme en Faveur des Pauvres
TO	Tour Opérateur
TSA	Tourism Satellite Account
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
USAID	United States Agency for International Development
VA	Valeur ajoutée
WTTC	World Travel and Tourism Council
WWF	World Wildlife Fund
ZFI	Zones Franches Industrielles

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Arrivées touristiques aux frontières	6
Tableau 2 : Evolution des recettes en devises	6
Tableau 3 : Prévision des arrivées	21
Tableau 4 : Durée moyenne de séjour	21
Tableau 5 : Evolution de l'offre	22
Tableau 6 : Evolution des recettes en devises au titre du tourisme : recettes en devises	22
Tableau 7 : Evolution des emplois directs générés par le secteur tourisme : emplois directs créés dans le secteur tourisme.	22
Tableau 8 : effets de la création d'emploi touristiques sur le taux de chômage à Madagascar	46
Tableau 9 : Evolution des établissements hôteliers et évolution des emplois direct générés par ces établissement entre 1999-2005.....	47
Tableau 10 : Evolution du nombre des EVPT et emplois direct générés par les EVPT entre 1999 et 2005.	48
Tableau 11 : Evolution du nombre des hôtels à Madagascar de 1999 à 2005	63
Tableau 12 : Répartition des chambres par catégories	64
Tableau 13: Evolution du nombre des EVPT à Madagascar de 1999 à 2005	66
Tableau 14 : Visiteurs dans les parcs et Réserves Nationaux de Madagascar 1992-2002.....	75

INTRODUCTION

Le tourisme est un des plus importantes industries du monde. Il est particulièrement significatif dans les économies insulaires, mais profite également de façon substantielle à divers pays en développement ou développés de la planète. Le secteur est hautement complexe à cause de l'interdépendance entre l'industrie globale largement dirigée à partir du monde développé, et les destinations autour du monde par lesquelles il mobilise des visiteurs. Tout le monde dans la société parle toujours l'importance du secteur tourisme touchant directement la vie quotidienne de la population. La chaîne d'approvisionnement et la concentration rapide des compagnies aériennes ; des chaînes hôtelières, des tours opérateurs et agences de voyage caractérisent l'industrie ; qui fait un usage intensif de la question des connaissances dans ses activités et de la technologie de l'information pour les réservations et les actions marketing. Le tourisme est complexe à cause de ses relations transversales entre les secteurs et les interactions nécessaires à sa durabilité entre le secteur privé national et étranger et plusieurs départements du gouvernement central et local, ainsi que les communautés locales visitées par les touristes. Le secteur possède le potentiel pour attirer les investissements vers une gamme d'hébergement et de services, par générer les investissements en infrastructure qui profitent aussi à d'autres secteurs et aux communautés, et pour stimuler la demande dans d'autres secteurs. Le tourisme et le développement sont inséparables et qui vont toujours de paire. On traite ici : FAIRE DU TOURISME UN SECTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE DIRECT AUX COMMUNAUTES VILLAGEOIES MALAGASY ; CREATEUR D'EMPLOI TOUT EN PROTEGEANT L'ENVIRONNEMENT. La question se pose. Qu'apporte le secteur tourisme aux communautés villageoises Malagasy ? Pour mieux résoudre le problème et pour mieux répondre à une telle question. On analyse dans la première partie : le tourisme en tant qu'un secteur de développement durable direct aux communautés villageoises Malagasy, en expliquant successivement dans le premier chapitre : le tourisme principal source de la rentrée des devises et pilier majeur de développement durable ; et dans le second chapitre : les politiques de développement en faveur du tourisme.

On étudie dans la deuxième partie : le tourisme comme étant le secteur prioritaire créateur d'emploi tout en protégeant l'environnement en énumérant successivement dans le premier chapitre : Etude des potentiels du tourisme au niveau de la création d'emploi ; et dans le second chapitre le dynamisme de secteur touristique dans la création d'emploi sous une préservation intégrale de l'environnement.

PARTIE I : LE TOURISME EN TANT QU'UN SECTEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE DIRECT AUX COMMUNAUTES VILLAGEOISES MALAGASY.

CHAPITRE I : LE TOURISME, PRINCIPAL SOURCE DE LA RENTREE SES DEVISES ET PILIER MAJEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE.

Section 1 : Les aspects positifs du tourisme comme facteur clefs du développement durable direct.

Le tourisme et le développement sont deux éléments inséparables, le tourisme est indispensable dans le renforcement de développement d'une nation. D'une manière générale, on peut définir le terme tourisme comme une action de voyager pour son agrément ; c'est l'ensemble des activités, les techniques mises en œuvre pour les voyages et les séjours d'agrément. En raisonnant systématique : le touriste, c'est la personne qui voyage pour son agrément. Depuis quelques années, le tourisme est devenu une industrie importante mondialement la demande est là ; les destinations qui réussiront à gagner des parts de marché seront celles qui comprennent les attentes de leurs clients. Madagascar jouit d'un regain d'intérêt auprès de tours-opérateurs et des touristes étrangers mais il reste que l'île doit impérativement améliorer la qualité de ses produits touristiques. Après une longue période de stagnation, le tourisme semble aujourd'hui en plein de développement.

Le tourisme est facteur moteur du développement durable. D'après les sommets de la terre au Brésil en 1992 ; on a défini ce qu'on appelle développement durable : c'est un développement qui assure à la fois la croissance économique ; le développement social et la préservation de l'environnement. Ce sont les trois piliers de développement durable ; l'économie dépend en grande partie de l'environnement, qui est le capital naturel. On constate que l'environnement est composé de l'élément physique (eau, air, sol) ; l'élément biologique (faune, flore) et d'élément humain (homme, social, éducation, santé, culture, tradition...). Pour mieux atteindre le développement, il faut donner de la place au secteur tourisme tout en sauvegardant le capital naturel.

a) L 'écotourisme et le tourisme équitable :

L'écotourisme de la grande île : Une nature à nulle autre pareille, un environnement culturel et humain unique images de terre d'accueil, une remarquable concentration et diversité de sites à font potentiel touristique font de Madagascar une destination phase par les voyageurs et un mot absolu pour les amateurs d'écotourisme. On assiste de vise quelques années à une modification rapide à la fois de l'offre et de la demande sur une marché lui-même et en pleine évolution. Longtemps considéré comme une destination routards, le pays a entrepris de se doter d'infrastructures plus modernes et adaptées aux tendances du 21^{ème} siècle ; plus de nature et paradoxalement, plus de confort. Le pays découvre ses propres atouts et entend bien tirer tous les bénéfices de sa situation géographique et culturelle exceptionnelle.

Avec le développement a la poursuite de trop nombreux conflits l'Afrique se ferme peu à peu au tourisme et le monde entier prend connaissance des atouts uniques de la grande île. Le gouvernement entend encourager le développement d'un secteur en pleine croissance et qui se range aujourd'hui en 2^{ème} position des rentrées en devises contribuant de manière substantielle à la reprise de l'économie malgache. Allégement des formalités d'entrée et de séjour, amélioration des infrastructures existantes comme le réseau routier ; et les communications, élargissement de la gamme de produits et meilleure commercialisation sont quelques-unes des mesures prises pour essayer d'accélérer encore cette croissance, qui est aujourd'hui de l'ordre de 16%. Avec plus de 16 000 emplois directs et une masse salariale qui augmente rapidement, les effets de cette bonne santé sont ressentis de manière très positive par les populations concernées et surtout les communautés villageoises, créant une dynamique surprenante.

La croissance enregistrée reste cependant bien en deçà du potentiel existant. L'écotourisme qui gagne des parts de marché en Europe est quasiment inexploité, réservant de remarquables opportunités offertes sur l'ensemble de territoire. C'est d'ailleurs le domaine ou l'on note les plus belles réalisations de ces dernières années et qui commencent à obtenir une reconnaissance internationale de la part des professionnels du secteur.

On peut citer entre autres, de superbes exemples dans la partie Nord u pays alliant luxe et intégration dans des environnements particulièrement sensibles, ainsi l'hôtel Anjavavy, Nosy Iranja, le relais de Masoala sont de surprenantes réalisations mais on assiste aussi à

l'implantation de petites structures dans quelques unes des régions les plus reculées comme New Searoc sur l'archipel de Nosy Hana, Tsarasoà dans les montagnes de l'Andringitra. Des paris sur l'avenir de la profession, car au départ, il en coûte de s'installer loin des zones touristiques les plus fréquentées. L'écotouriste est assez exigeant, les visiteurs ne se contentent pas d'un hôtel ou d'un restaurant, ils cherchent quelque chose de plus, de l'espace, du calme une nature préservée et un grand respect pour les populations locales à les communautés villageoises. Alors, écotourisme ne signifie pas pour autant luxe effréné. Les structures sont parfois rustiques n'offrant qu'un minimum de confort aux visiteurs, plus attachés à la qualité et au respect de l'environnement qu'au nombre d'étoiles ou de ravinala.

Ce qui importe avant tout c'est d'intégrer toutes ces notions d'enquête de développement durable, de respect des normes environnementales, de participation de populations locales, ensuite peu important que les bungalows soient climatisés, carrelés ou au contraire, rustiques de bois et de feuilles ce que le visiteur recherche est ailleurs et des opérateurs commencent à le comprendre appliquant des recettes qui ont parfaitement fonctionné sous d'autres latitudes.

Le gouvernement doit à tout prix encourager les opérateurs privés à s'installer en zones rurales, car c'est aussi les meilleures manières de faire du développement dans des régions souvent oubliées le meilleur moyen pour que ces populations où communautés villageoises oubliées ressentent les effets de développement non plus au travers d'aides ponctuelles mais bien plutôt par leur travail quotidien et rémunéré.

Le tourisme durable ou équitable n'est il qu'une nouvelle forme de tourisme à vendre, avec l'apparition du cyclotourisme, de l'écotourisme, de l'agrotourisme, du tourisme écologique et de tourisme d'aventure. L'organisation mondiale du tourisme s'est dotée d'une charte du tourisme équitable, après avoir remarqué le nombre croissant de déplacement à l'étranger et la menace qu'ils représentent par le maintien des écosystème et les pratiques culturelles locales.

Bref, le tourisme durable est une conception du développement touristique qui rejoint toutes les formes de tourisme en visant à sauvegarder l'intégrité des collines à protéger l'environnement et à répartir équitablement les retombées économiques de cette industrie. La croissance rapide de l'industrie touristique et son expansion dans toutes les régions du monde exercent en effet une pression souvent insoutenable sur des environnements fragiles comme

ceux des rôles et des lagon, particulièrement attrayants et sur des populations locales. A terme ces pressions tuent dans l'œuf les attraits par lesquels se déplacent justement les touristes. Pour contrer ce phénomène, la charte du tourisme durable vise à instaurer des rapports plus équitables entre tous les intervenants, qu'ils agissent à l'échelon local ou international. Cela suppose d'abord un partage équitable des bénéfices de cette industrie très lucrative, de façon à ce que le tourisme favorise réellement la cohésion économique et sociale entre les peuples et surtout les communautés villageoises.

Par les touristes, tous genres confondus, cela implique de faire des choix de consommation responsables, en matière de produits touristiques et d'adopter sur place un comportement respectueux à l'égard de l'environnement et des cultures locales. Les intervenants doivent à leur tour contribuer à l'épanouissement et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales en favorisant l'embauche de personnel local, l'achat local et la redistribution équitable des revenus d'opération. Ils doivent conjointement avec les populations et les autorités publiques locales, participer à la conservation et à la préservation de l'environnement à la sécurité, à la protection sanitaire, à la gestion des déchets et à l'hygiène alimentaire.

La politique de Ministère de la culture et du tourisme vise à soutenir sa croissance dans le secteur tout en veillant à en maîtriser les conséquences et l'évolution dans le moyen et long termes tant dans le domaine de l'environnement que la culture.

Le tourisme joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, il crée de la richesse notamment en créant des infrastructures et contribue aux rentrées fiscales de l'Etat.

Il importe donc de favoriser son développement, non seulement du point de vue international mais surtout national. Il est vrai que les gros investissements destinés principalement à l'accueil des touristes étrangers sont plus intéressants, donc le tourisme national ne doit pas être négligé.

En se focalisant dans la description du secteur du tourisme, sur l'évolution des arrivées touristique : si l'on se réfère aux statistiques du ministère de la culture et tourisme des arrivées touristiques des cinq dernières années ; l'on constate un rythme de croissance moyen de 15% par an faisant exception de l'année 2002 où la crise politique avait perturbé le secteur.

Tableau 1 : Arrivées touristiques aux frontières

Année	1999	2000	2001	2002	2003
Arrivées	138 253	160 071	170 208	61 674	139 230

Source : Ministère de la culture et tourisme (MCT)

En regardant ce tableau, si l'on compare les arrivées touristiques de 2002 et 2003, le rythme de croissance s'améliore davantage et les performances de l'année 2002 a été largement dépassées.

D'autre part, l'accroissement du nombre des touristes exerce un impact positif de plus en plus marqué sur l'économie du pays. Cette évolution favorise la rentrée des devises au niveau de la balance des paiements.

En parlant de la croissance des recettes du tourisme, les recettes visibles enregistrées par la Banque Centrale, lesquelles représentent le quart des exportations de services évoluant comme suit :

Tableau 2 : Evolution des recettes en devises

Evolution des recettes en devises au titre du tourisme					
Année	1999	2000	2001	2002	2003
Million de DTS	72	91,9	90,2	27,8	54,0
Milliards de FMG	625,9	821,0	755,5	243,9	468,45

Source : Ministère de la culture et tourisme (MCT) / Banque Centrale

D'autre part, il est à noter qu'il s'agit ici des recettes visibles. Donc, elles ne prennent pas en compte les dépenses réelles des touristes à l'intérieur du pays. De même, si on y ajoute le montant de la vente des billets d'avion des compagnies aériennes nationales, les recettes seront encore plus conséquentes.

Par ailleurs, il faut souligner que le tourisme figure depuis des années parmi les trois premiers produits d'exportation devant la vanille ; le café ou les crevettes selon les années.

Dans son analyse ETV 98, le projet INSTAT MADIO estime à partir des recettes en devises le taux de valeur ajoutée du tourisme entre 1% et 2% du produit intérieur brute ou PIB.

La contribution du secteur touristique à l'économie malgache ne se limite pas à l'apport en termes de devises. Il s'agit aussi d'un secteur qui attire de plus en plus d'investisseurs également dans d'autres domaines comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat touchant fortement les communautés villageoises dans l'établissement de développement durable direct. La création d'entreprises hôtelières et touristiques et l'extension des infrastructures d'accueil ont amélioré le niveau des investissements même au niveau régional.

b) Le tourisme comme facteur clé de développement durable direct :

Le tourisme est un facteur clé de développement durable direct pour les communautés villageoises. Au niveau de développement sectoriel : étant donné l'enjeu du secteur touristique et culturel, Madagascar doit accepter et déployer les efforts nécessaires pour respecter la loi du marché où l'offre doit satisfaire la demande. Pour ce faire, les principales actions du développement se présentent ainsi :

- Améliorer et renforcer la gestion des ressources
- Valoriser les sites monuments historiques et leurs environnements
- Promouvoir la lecture publique et la production littéraire
- Promouvoir les pratiques culturelles contribuent au développement du pays
- Appuyer le développement culturel de Madagascar
- Promouvoir la musique, la danse et les arts dramatiques
- Promouvoir les arts plastiques et l'artisanat d'art
- Développer le marché des arts et des spectacles
- Encourager et développer les partenariats et conventions culturelles
- Mise en place de Banque de Données culturelles
- Edition d'annuaire, bulletin
- Valorisation de l'écotourisme et des autres produits
- Relance des activités touristiques
- Etablissement des coopération régionales
- Etablissement des normes sur les écologies
- Etablissement du tourisme master plan
- Réalisation du plan de prévention et de lutte contre le tourisme sexuel et le VIH/SIDA
- Mise en conformité des établissements aux textes existants
- Mise à la disposition des utilisations des informations statistiques actualisées, fiables et pertinentes sur les principaux sites touristiques

- Création des réserves foncières touristiques
- Mise en place de formation adaptée.

En parlant de la nécessité d'une analyse économique plus approfondie les connaissances de base pour entreprendre le type d'analyse économique qui donnerait une meilleure compréhension de la contribution du tourisme à l'économie ne sont pas en place à Madagascar. La formulation d'une politique pour le secteur nécessite de se fonder sur une meilleure compréhension des coûts et bénéfices des différents types de développement touristique. Les politiques macro-économiques devraient intégrer une compréhension de la capacité du tourisme de stimuler des liens en amont et en aval avec les autres secteurs de production et de services. Un bon point de départ par une compréhension améliorée du secteur seront la création d'une comptabilité des industries satellites du tourisme. Le gouvernement aurait besoin d'une assistance cette initiative. Le développement durable mérite la réduction des pauvretés des communautés villageoises et qui va accroître la croissance économique, le développement social et la préservation de l'environnement par l'intermédiaire d'une action positive du secteur tourisme. Trois organisations, le centre pour un tourisme responsable, l'institut international par l'environnement et le développement et l'institut de la coopération et du développement se sont groupées pour élaborer un site web sur le tourisme en faveur des pauvres (www.propoortourism.org.ok).

Dans leur premier article éditorial, les auteurs définissent le tourisme en faveur des pauvres : le TFP n'est pas un produit ou un secteur spécifique du tourisme, mais une approche générale. Plutôt que d'élargir la taille du secteur, les stratégies du TFP visent à libérer des opportunités, de gain économique, d'autres moyens d'existence ou d'engagement dans la prise de décision pour les pauvres. On apporte une dimension concernant la pauvreté au tourisme car certaines caractéristiques du tourisme mettent en valeur son potentiel pour être en faveur des pauvres. Cela peut être l'intensité de main d'œuvre, incluant les femmes et le secteur informel, se basant sur le capital naturel ou culturel des pauvres et adapté aux zones pauvres. Exploiter le tourisme pour une croissance en faveur des pauvres implique une capitalisation de ces caractéristiques, tout en réduisant les impacts négatifs sur les pauvres. Le potentiel par le changement prend racine dans le rôle continu des gouvernements de planification et dans l'important intérêt commercial par un tourisme durable à un niveau international. Le TFP présente des nombreuses forces et qui montre vraiment l'aspect positif du tourisme dans le développement durable direct des communautés villageoises :

Le secteur du tourisme peut être renversé à sa marge pour élargir les opportunités des pauvres, à travers une diversification vers des produits reposant sur la culture, l'extension des liens d'affaires, la redistribution des capitaux telles que les fonds ; les terres aux pauvres et l'intégration de leur voix dans la planification.

La capacité d'augmenter la demande de bien et services fournis par les pauvres et d'augmenter leur capital de base.

Le TFP a le double avantage de soutenir la diversification et d'être particulièrement pertinent par les zones éloignées.

Le TFP peut contribuer aux changements de politiques et de procédures tant que les pauvres sont reconnus comme actionnaires légitimes.

Le mouvement de tourisme durable existant peut être exploité pour inclure la pauvreté de même que l'environnement dans son programme.

On admet ainsi des politiques du gouvernement pour le tourisme et la pauvreté. Selon le projet du document de stratégie de réduction de la pauvreté ou DSRP du 1^{er} octobre 2001, l'indice de pauvreté de Madagascar était de 70,2% en 2000, baissant de 73,3% en 1997. Plus de 76% de la population rurale est pauvre comparée à 52% de la population urbaine. De plus, pendant que le taux de pauvreté urbaine ont baissé, les taux ruraux sont échangés depuis 1997.

L'intensité de la pauvreté est plus élevée en zone rurale plutôt qu'en zone urbaine et cette intensité s'est exacerbée depuis 1993.

La DSRP considère le tourisme comme un outil de choix pour réduire la pauvreté. Le gouvernement a noté son taux de croissance de plus de 15% par an entre 2001 et 2003. Le tourisme est premier dans la liste des secteurs susceptible de produire une croissance économique durable. Bien que la valeur ajoutée directe issue du tourisme soit calculée à un simple 1,6% du produit intérieur brut en 1998, les recettes en devise placent le tourisme en tête des secteurs d'exportation. Le DSRP souligne les prévisions du gouvernement à établir les réserves foncières touristiques qui sont censées amener des taux de croissance encore plus élevés pour le secteur du tourisme. Les RFT apporteront essentiellement des terres pour l'écotourisme et dans les zones balnéaires, aménagées par des infrastructures sur le site, prétendument libres dans tous conflits de propriété, à de potentiels investisseurs. Le DSRP note que la formation est essentielle par le secteur du tourisme et que l'institut national de tourisme et de hôtellerie ou INTH a été restructuré et sera établi dans les cinq autres provinces, de même qu'à Nosy-Be et à Sainte Marie. La promotion relève du mandat de la

Maison du Tourisme de Madagascar ou MTM et des Maisons du tourisme Provinciales ou MRP qui sont des associations privées qui tirent avantage de la taxe sur le tourisme ou vignette touristique.

Le DSRP présuppose qu'un taux de croissance élevé des recettes touristiques allégera la pauvreté. Alors que ce pourrait être le cas à Madagascar du fait d'un écotourisme rural de base, les économistes ont remarqué qu'il n'y a pas eu beaucoup d'effets ***** « Trickle down » à ce niveau. Ceci est en accord avec les expériences internationales indiquant que des interventions ciblées sont souvent requises pour assurer que le tourisme profite aux pauvres et aux communautés villageoises. Les stratégies de tourisme en faveur des pauvres traitent spécifiquement les impacts sur les pauvres même si les non pauvres peuvent en bénéficier.

Les stratégies se préoccupent moins d'élargir le secteur et plus de libérer des opportunités à l'intention de groupes spécifiques internes.

Cependant ces stratégies doivent être intégrées dans le développement global du tourisme pour deux raisons : les activités dominantes à les planifications touristiques doivent être influencées par une dimension en faveur des pauvres, et le tourisme en faveur des pauvres ne peut pas réussir sans un développement réussi de la destination touristique globale.

Dans le cadre du DSRP, le Ministère du tourisme prépare un rapport sur les impacts du tourisme sur la pauvreté : lutte contre la pauvreté. Une première version note le manque d'études approfondies sur les liens entre le tourisme et les secteurs de production et de services. Le Ministère fait une liste des principaux secteurs et sous secteurs avec lesquels le tourisme a des interactions : l'artisanat, les services, l'agriculture, l'élevage et la pêche, les transports, la culture, l'éducation.

Des versions consécutives du rapport se sont focalisées sur des études de cas d'initiatives écotouristiques entreprises par des communautés rurales de Madagascar avec l'assistance d'ONG1 basées sur place.

Dans le cadre de sa politique, l'ANGAP partage la moitié des droits d'entrée recueillis dans les parcs nationaux avec les communautés locales vivant autour de ces parcs pour des objectifs de développement. Le montant total distribué entre 1992 et 1999 était de 5 060 millions Fmg pour un total de 458 mini-projets. Le montant annuel collecté s'est accru de 53 millions Fmg en 1992 à 1 780 millions Fmg en 1999. L'ANGAP estime qu'en 2000, quelques 76 794 familles ont bénéficié de ces mini-projets comparés à 5 860 en 1994. Les deux provinces qui ont le plus profité des droits d'entrée depuis sont Fianarantsoa et Toamasina.

La politique consistant à partager les revenus des parcs nationaux avec les communautés locales a pour but de contribuer à enlever leur niveau de vie. Elle a également pour but d'amener ceux qui vivent à proximité des parcs à contribuer à la préservation de la faune et flore des parcs et en particulier à réduire le braconnage d'animaux et la destruction de l'habitat par du bois de chauffe. Compte tenu de l'importance de tels droits d'entrée dans des zones où les activités génératrices de revenus sont souvent limitées et où les activités de conservation des parcs dépendent lourdement de ces droits, leur montant devrait être étudié périodiquement.

Le coût d'environ 6-0US \$ est faible comparé au parcs d'Afrique, où un droit d'entrée de 25-30US \$ est le plus fréquent. Sans avoir doute, de tels parcs proposent de meilleurs équipements pour les visiteurs que les parcs de Madagascar. Néanmoins, la plupart des visiteurs de l'étranger dans les parcs sont des défenseurs de l'environnement et voudront payer plus ou par un droit ou par une contribution volontaire pour soutenir les parcs nationaux de Madagascar et les gens qui vivent dans la périphérie. De ce fait les montants des droits d'entrée à payer dans les parcs à Madagascar devraient être révisés. Les droits d'entrés pourraient varier selon les parcs en fonction du niveau des installations à disposition. Des études de cas d'initiatives lavables entreprises par des communautés locales dans le but de bénéficier du tourisme, appuyées par le « Landscape Développement Intervention (LDI) » financé par l'USAID et le World Wildlife Fund (WWF) financé par le Kfw.

Souvent, l'écotourisme représente le seul projet qui puisse apporter de l'argent dans des économies de subsistance de régions éloignées. En plus de diversifier les sources de revenus et de créer des emplois pour les pauvres, de tels projets touristiques peuvent conduire à des externalités environnementales positives. Les locaux développent une valorisation des ressources suite aux réserves qui en découlent et commencent à protéger les ressources naturelles sur lesquelles le tourisme s'appuie.

c) Les principaux types projet écotouristique :

Les initiatives en cours à Madagascar sont entre les mains des ONG ayant une expérience considérable du travail avec les communautés locales en les appuyant à introduire le tourisme dans leurs activités économiques. Il existe actuellement une masse énorme d'expérience internationale sur l'écotourisme à partir de laquelle des critères de base de succès peuvent être tirés. Cette section consiste en un bref survol des principaux types de

projets écotouristiques et quelques principes opérationnels qui peuvent être tirés des expériences d'autres endroits.

Il existe essentiellement deux types de tourisme s'appuyant sur les communautés. Dans un cas, un promoteur fait un investissement dans une zone où les locaux possèdent ou utilisent traditionnellement le capital touristique. Le promoteur donne une valeur, en attirant des touristes, au capital et implique la communauté locale de sa propre initiative, mais généralement avec l'appui d'une agence gouvernementale ou d'une ONG, fournit des installations aux touristes dans leurs communautés. Les installations peuvent aller à une structure d'hébergement, mais pourra se limiter à fournir une installation d'accueil et sa guide pour admirer un capital culturel appartenant aux locaux. Le premier type de tourisme s'appuyant sur les communautés est parfaitement illustré par l'initiative Rain forest Expeditions ou RFE à Tambopata les préalables sur lesquels RFE s'est appuyé ont été cruciaux pour son succès et peuvent être appliqués universellement. Le deuxième type de tourisme s'appuyant sur les communautés est une action pilotée par la communauté pour donner une valeur à un capital lui appartenant et pour fournir des installations d'accueil tout autour. Le succès d'un projet dépend généralement de l'existence d'un secteur touristique prospère, pour que les touristes déjà sur place puissent être amenés à visiter la communauté en tant que partie intégrante de l'expérience d'une destination globale. Le capitale touristique peut se baser, ou sur la nature, ou sur la culture et est généralement un mélange des deux, parce que la culture vivante d'une communauté constitue une attraction pour les touristes. Ce type de tourisme contribue à la diversification des produits touristiques nationaux et représente l'équivalent de créer un marché de niche d'une destination traditionnelle de base plus large. La petite échelle des projets s'appuyant sur les communautés peut mettre en danger leur viabilité commerciale. Les conditions de viabilité financière qui s'appliquent aux gros projets touristiques, tels que RFE s'appliquent aussi aux initiatives villageoises.

Le produit écotouristique doit être d'une qualité suffisante et les services rattachés d'une efficacité suffisante pour donner au touriste pour son argent et une expérience qui contribuera à promouvoir les produits touristiques nationaux. En cas de volonté d'asseoir la commercialisation du produit, l'avis des tour-opérateurs qui pourraient *****le projet dans leur circuit doit être recherché de le départ. Tout Lodge situé dans les environs pourrait également vouloir faire la promotion du projet auprès de ses clients pour leur donner en moyen d'avoir une expérience supplémentaire. En précaution contre les incertitudes du marché, les activités touristiques ne devraient pas au début sinon jamais, exclure la

continuation des activités génératrices de revenus existants dans la communauté. Cela induit à commencer petit et à s'assurer que les attentes du village concernant le nouveau projet ne seraient pas trop optimistes. De tels marchés de niche doivent être spécifiquement ciblés avec des mesures soigneusement conçues et fondées par protéger la culture et les occupations traditionnelles de la communauté et par limiter l'accès au capital selon leur capacité d'accueil.

En condition sine qua non, la communauté doit être impliquée dès les premières étapes de la planification, le projet écotouristique d'un village doit se conformer et ne pas entrer en conflits avec les mœurs locales. Le tourisme s'appuyant sur les communautés doit être vu comme un moyen de protéger le capital appartenant aux pauvres, de diversifier leurs sources de revenus et d'espérer voir s'élever le niveau de revenus de façon aussi équitable que possible dans la communauté villageoise. Les communautés engagées dans les activités touristiques génératrices de revenus devraient normalement requérir l'assistance technique d'ONG expérimentées dans la mise en place de leurs projets.

Section 2 : L'importance de l'échange d'information dans le domaine du tourisme

L'information est vraiment nécessaire dans le but de développer le secteur tourisme. Les informations permettent aux communautés villageoises de connaître les attentes des touristes. Il faut noter que beaucoup des touristes sont encore à la recherche d'une expérience culturelle malgache unique.

a) Les atouts de regroupement des systèmes d'informations dans le secteur tourisme :

À Madagascar aujourd'hui comme dans d'autres sociétés, la préservation d'une culture destinée est une bataille de tous les instants dans le monde d'aujourd'hui en contact continu avec les cultures dominantes à travers la radio, la télévision, les cassettes, les CDs, les vidéos, les DVDs, et Internet, Madagascar dispose d'une motivation énorme à travers le tourisme de renforcer et coordonner l'effort national pour préserver une culture traditionnelle riche et variée. Avec une politique intégrée et bien conçue sur l'héritage culturel et les arts, mise en place à un niveau nationale et provincial, Madagascar devrait être capable de donner aux touristes une expérience culturelle des plus vibrante. Cela stimulerait les dépenses des visiteurs et au cours de la procédure donnerait une valeur et contribuerait à préserver

l'héritage culturel vivant et construit de l'île et à renforcer la création de revenus dans les villages, particulièrement les plus éloignés.

Il est utile de regrouper les informations dans le secteur tourisme, surtout sur les initiatives en faveur des pauvres ainsi qu'aux communautés villageoises. Les initiatives locales sont des activités déjà entreprises autre de Madagascar avec l'assistance de différentes agences techniques comme le LDI, le WWF et Conservation International le financement des initiatives et assuré un par un certain nombre de bailleurs. La nécessité de regrouper ces informations devient évidente de par leur absence dans le DSRP et dans la première version du rapport sur la pauvreté du Ministère du tourisme. Si ces informations étaient centralisées, elles aideraient le gouvernement et principalement le Ministère du tourisme à analyser les expériences, à développer des politiques en faveur des pauvres et à les incorporer dans la planification du secteur, le regroupement des résultats pourrait conduire à une définition des meilleurs pratiques sur les initiatives sur la pauvreté liées au tourisme. Enfin, un regroupement constituerait une source d'information pour les nouvelles impatientes d'incorporer le tourisme dans leurs activités.

Les initiatives pourraient être déjà l'objet de demande de rapports de la part de leurs bailleurs ce qui fait que dans la mesure du possible, les villages et les agences les appuyant n'auront pas à faire des rapports supplémentaires trop importants. La fonction principale de ce comité serait de recueillir les informations et les expériences de ce qui a montré ou pas, qui pourraient être alors partagées avec d'autres villages voulant s'engager dans le tourisme.

b) Les initiatives écotouristiques s'appuyant aux communautés villageoises :

Aujourd'hui, la plupart des initiatives écotouristiques ou s'appuyant sur des communautés sont assistées par des ONGs expérimentées et responsables. Mais si le secteur du tourisme s'élargit et si de plus en plus communautés villageoises commencent à prendre part à cet élargissement, le contrôle qualité du produit final sera essentiel, particulièrement si les villages deviennent des intermédiaires ou des destinations finales du tourisme d'aventure ce qui pourrait comporter des risques physiques importants. En plus de souci de sécurité, une condition de base du tourisme s'appuyant sur les communautés est qu'il devrait mettre en valeur les produits touristiques à un niveau national en créant une expérience positive et différente par les touristes. Un Comité d'Appui au Développement de l'Ecotourisme ou CADE s'est institué à Madagascar. Il comprend, en plus du Ministère de tourisme et du

Ministère de l'environnement, des représentants d'ONGs têtes de file qui sont actuellement engagées dans l'écotourisme dans le but de pouvoir partager leur expérience technique. Que le comité doive contribuer à résoudre le problème crucial de conflits fonciers s'élevant entre les propriétaires de terrain et les initiatives touristiques villageoises est un sujet de débat. De façon claire, le comité devrait avoir un mandat relativement simple dans le but d'optimiser le travail d'experts trop occupés, mais si le foncier continue à être un problème sérieux pour le développement de tourisme. Le comité devrait représenter une première étape de processus de consultation et médiation.

Eventuellement, le comité pourrait concevoir des critères approuvés d'écotourisme et attribuer un symbole comme une étoile, une fleur locale ou un lémurien à ceux dont les activités sont conformées aux critères.

Pour éviter les conflits d'intérêts pour les ONG1 du comité qui assistant les villages dans le développement des installations écotouristiques, cette fonction sera attribué ou à un sous-comité ou à des experts nommés, cet emblème pourrait fonctionner à la fois comme un label de contrôle qualité et un outil marketing.

c) Adoption de tourisme en faveur des pauvres ou équitable :

Adopter le tourisme en faveur des pauvres ou équitable ou s'appuyant sur les communautés de base en tant que politique demandera une série de lignes directives qui sera un peu différent ce celle de tourisme général. En effet, la croissance à Madagascar n'est pas répartie de façon égale, existe-t-il des mesures initiatives qui encourageraient la croissance dans les zones qui sont distancées par les zones à forte densité de la population ? la terre appartient souvent aux communautés et les communautés elles mêmes sont souvent très peu exposées au monde extérieur. Cela peut être transformé en opportunité pour une croissance plus équitable si tonne gestion il y a, les premières étapes comprennent souvent la mise à disposition de services sociaux comme les écoles, santé et infrastructures pour établir une confiance et abordent les préoccupations fondamentales locales. Les manières selon lesquelles les citoyens, en tant que citoyens, consommateurs, employés et propriétaires sont impliqués dans les projets doivent être comprises de façon absolue, et il doit être explicite que leur participation est essentielle pour la durabilité des ressources sur lesquelles le tourisme se base.

Il est important de mettre en avant les liens avec l'agriculture et l'artisanat pour citer deux parmi plusieurs possibilités pour minimiser les fuites et les effets d'une augmentation. Il

Il y a des tour-opérateurs et des ONGs qui se spécialisent dans le tourisme équitable en faveur des pauvres et ils garantissent souvent dans leurs contrats qu'ils soient au moins égaux au salaire minimum et qu'un pourcentage allant de 75% des dépenses totales des touristes resteront dans la communauté et s'ils sont à but non lucratif, tous les fonds en excès sont souvent transférés comme contributions de bienfaisance à des activités locales comme la conservation de la nature : la construction d'écoles ou de dispensaires et ils peuvent proposer des activités volontaires comme l'enseignement d'une langue en tant que partie intégrante de l'expérience globale du tourisme et aussi source de développement durable direct au niveau social des communautés villageoises. Si elles sont correctement faites, ces activités peuvent donner aux touristes une sorte de contact personnel qui n'est pas possible dans les modes plus traditionnels. De tels projets, cependant, fournissent des emplois seulement à temps partiel ou saisonnier et doivent être considérés comme complémentaires aux autres activités dans la gamme de produits touristiques.

Section 3 : Les perspectives de développement du secteur tourisme Malagasy

Madagascar a accueilli environ 109 000 touristes pendant les neuf premiers mois 2003.

a) Les potentialités touristiques de Madagascar :

De ses potentialités touristiques Madagascar pourra accueillir plus et s'aligner avec ses îles sœurs de l'Océan Indien qui sont visités par environ 600 000 touristes : cas de l'île Maurice. Le nombre de touristes ne peut pas continuer à augmenter à la vitesse des dernières années plus longtemps, à moins que certaines des contraintes ne soient enlevées. La demande n'est pas une contrainte à la croissance du tourisme. Les ressources naturelles exceptionnelles et variées de Madagascar seront demandées par un marché touristique toujours plus vaste dans un avenir prévisible. Les contraintes liées à la capacité, susceptibles de se manifester bientôt à un certain point, consistent principalement en la mise à disposition d'hébergement et de services de qualité et de places sur les vols intérieurs et internationaux. Sans une enquête plus détaillée sur les différentes destinations visitées par les touristes, le moment exact où de telles contraintes limiteront le nombre de touristes ne peut être défini. Mais la pénurie de logements de qualité en haute saison sur les destinations principales et le manque de places sur les vols internationaux sont des évidences aujourd'hui. En conséquences, sans interventions ciblées, Madagascar ne pourra pas être en mesure d'augmenter le nombre d'arrivées de touristes au-delà des niveaux actuels dans un avenir prévisible.

Le potentiel de croissance, si les contraintes actuelles sont traitées, et presque illimité, Madagascar dispose d'un capital suffisant et varié qui peut être amené dans les courants du marché successivement dans le temps pour alimenter les différents segments touristiques et par contribuer à créer des pôles de développement dans différentes régions du pays.

Malheureusement, aucune évaluation quantitative de cette croissance potentielle n'est actuellement faisable. Les séries d'arrivées des visiteurs par période incluent tous les visiteurs étrangers, par conséquent, ni le nombre absolu de touristes ni son taux de croissance ne sont pas connus. Par ailleurs, plus d'informations sont nécessaires sur le nombre de chambres convenant au tourisme international et leur répartition. Les différentes contraintes déjà mentionnées limitent sérieusement la croissance du secteur et son expansion vers de nouvelles zones de Madagascar.

b) Le principal facteur limitant influant la qualité du capital touristique :

Le principal facteur limitant influant sur la qualité de ce capital pourrait bien être la pauvreté. La déforestation à Madagascar est une menace permanente sur l'habitat de la vie sauvage et sur les sites qui attirent les touristes. La déforestation traduit les tentatives désespérées de survie des populations rurales très pauvres disposant de peu d'alternatives économiques à l'agriculture de subsistance et à l'utilisation des arbres comme bois de chauffe.

La pauvreté qui conduit à une pêche au-delà des limites et une pression démographique qui entraîne une migration vers les côtes fait partie des menaces sur la durabilité du littoral. En conséquence, l'activité économique qui pourrait vraiment alléger la pauvreté. A Madagascar, se passe donc une course contre le temps pour alléger la pauvreté, qui en elle-même ne requiert aucune justification, associée à une autre course pour préserver la biodiversité unique de classe mondiale de l'île en allégeant également la pauvreté. Le potentiel de toute expansion est évident quand le tourisme est aujourd'hui, avec toutes ses contraintes, encore un des trois premiers pourvoyeurs de devises.

c) L’outil de développement idéal pour Madagascar au niveau du tourisme :

Le tourisme pourrait être l’outil de développement idéal pour Madagascar parce qu’il peut être un catalyser, pour la croissance économique et peut être créer un nombre d’externalités positives pour alléger la pauvreté et protéger l’environnement. Comme toutes les industries d’exportations, le tourisme génère des devises, de même que des emplois et des revenus pour le gouvernement à travers les impôts. Le tourisme absorbe déjà des intrants locaux dans la construction des hôtels et dans l’exploitation des unités d’hébergement à travers le pays. Le tourisme stimule la production de biens et des services dans une large gamme de secteurs et de sous-secteurs, comme la construction, les meubles et les appareils divers, l’agriculture, la pêche, les industries, les meubles et les appareils dives, l’agriculture, la pêche, les industries alimentaires et énergétiques, l’artisanat et les pleines précieuses, comme également les services de transport, de télécommunication et financiers. La dispersion du capital touristique dans l’île crée des poches de croissance économique dans chacune des destinations. Madagascar devrait également explorer la possibilité de créer des circuits régionaux, comme il a été suggéré ci-dessus avec les autres îles de l’Océan Indien et les pays voisins du continent, en se basant sur ses propres avantages comparatifs et en exploitant ceux des autres régions pour montrer des circuits de qualité supérieure.

CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT EN FAVEUR DU TOURISME

Section 1: Les objectifs de développement en faveur du tourisme

L’offre touristique malgache serait telle que Madagascar s’impose comme une destination de premier ordre. Sa diversité géographique, l’originalité de son histoire géologique la grandeur de son espace marin, son caractère multiculturel et l’accueil de sa population sont souvent les arguments mis en avant par les promoteurs de la destination. Les opérateurs touristiques sont convaincus dans leur majorité que 2005 était l’année de démarrage effectif du tourisme malgache post 2002. Nombreux sont en effet les hôtels, notamment ceux qui travaillent étroitement avec les tours opérateurs européens, à avoir déjà

annoncé qu'ils seront de nouveau confrontés à un problème de surbooking durant la prochaine haute saison.

a) Utilités des tours opérateurs au développement du secteur tourisme :

Les TO réceptifs ont également fait savoir qu'ils seront cette année de pain sur la planche car les prévisions font état de quelque 30 000 touristes à accueillir, transporter, loger et animer entre mai et décembre.

A noter que la saison 2004 malgré une promotion de la destination Madagascar pratiquement inexistante, a déjà été qualifiée de généralement satisfaisante par les professionnels du secteur. On espère toutefois qu'avec l'offre nationale de tourisme, a grande île sera mieux vendue dans le monde et que les professionnels malgache de tourisme ne se sentiront plus seuls à vouloir vraiment relancer le secteur.

La signature du contrat par la destination combinée Maurice- Madagascar, le partenariat avec le lycée hôtelier de la Réunion, l'université de Grénoble perpignan, l'institut d'hôtellerie et tourisme de Québec, le plan Eductor et la participation à divers salons européens du tourisme sont parmi les actions que les privés ont menés en 2003 et 2004 pour remettre le tourisme malgache sur les rails et par aider le gouvernement à atteindre son objectif d'accueillir 500 000 touristes à l'horizon 2007. A ne pas oublier également le programme du TOP au groupement des TO qui se fera avec la collaboration de la compagnie nationale Air Madagascar, la fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar qui vise à inclure davantage Madagascar dans les catalogues des grands tours opérateurs européens. La solution des TO sera effectuée par une entreprise spécialisée qui devra également approcher les médias. Les opérateurs malgaches optent pour l'Europe parce que pour le moment, c'est le seul continent émetteur de touristes où la compagnie aérienne nationale a le plus d'expérience alors que le tourisme est actuellement en pleine évolution. La diversification du tourisme, la mobilité qui augmente, les motivations qui changent les saisons décalées, des garanties renforcées, les voyages sur mesure, la sensibilité envers les problèmes ethniques, l'harmonie avec la population locale sont plusieurs évolutions annoncées depuis le Salon Mondial de tourisme à Paris en mars 2003. Mais la transformation du tourisme dépend dans une large mesure de la profondeur de la transformation de l'économie et de la société. Voilà pourquoi il existe également des problèmes qui ne pourraient pas être facilement résolus. Ils concernent la compréhension des nouveaux rôles des acteurs touristiques. Par exemple, en tant que communicateur dans les conditions « virtuelles » de réseau, le rôle central du tour-opérateur

devrait être avant tout celle de « gestionnaire des connaissances ». Suivant cette nouvelle conception, il devient responsable et transmission la connaissances qui se créent dans un contexte transdisciplinaire et transnational. Il doit alors s'occuper de l'édification de bases de données de l'extraction des connaissances, de leur partage entre les participants d'une même activité, de la création de nouvelles connaissances et enfin aboutit à une nouvelle socialisation.

D'après le ministère de tourisme l'objectif global c'est de promouvoir le tourisme comme outil efficace et efficient par la lutte contre la pauvreté ; il faut noter également la promotion d'un développement touristique et écotouristique qui protège et sauvegarde l'environnement naturel et l'identité socio-culturelle de citoyen malagasy, assainir et augmenter les recettes du tourisme auprès de tous les actions concernés développer les infrastructures en viabilisant et en rentabilisant les zones ciblées, encourager la création d'emplois durables dans le secteur touristique. On constate qu'il y a de la politique général en matière de tourisme à Madagascar dont les objectifs sont la suivants : sauvegarder l'héritage culturel malgache, encourager le développement des arts et promouvoir la culture malgache à l'intérieur et à l'extérieur du pays. On met en place des politiques et les stratégies dans le domaine de tourisme pour mieux renforcer le développement durable direct aux bénéfices des communautés villageoises malagasy. Pour ce faire, on devrait envisager la promotion des systèmes de sécurisation humaine, matérielle et de protection sociale élargie, la promotion d'une croissance économique à base sociale très élargie. Le Ministère de la culture et du tourisme est chargé de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de la coordination de l'application de la politique du gouvernement en matière de politique national de la culture et du tourisme. Il assure le renforcement de la connaissance, le respect et la promotion des identités culturelles ainsi que la mise en œuvre de la synergie culture et tourisme pour le développement. Il tient compte dans ses actions de la diversité culturelle. Pour mieux atteindre les objectifs, les missions du ministère de la culture et du tourisme s'inscrivent dans la stratégie de promotion d'un développement social et économique reprise et durable fondé sur des principes démocratiques de justice ; de transparence et d'équité garantissent la cohésion sociale et l'épanouissement d'un identité commune.

b) Les diverses missions du Ministère de la culture et du tourisme pour accomplir les objectifs de développement en faveur du tourisme :

Pour mieux accomplir les objectifs, le ministère de la culture et du tourisme se donne pour missions de : développer les capacités humaines et institutionnelles pour la prise en compte de la dimension culturelle du développement par le biais de la formation, la recherche et la mise en réseau des produits culturels et touristiques.

- Promouvoir la diffusion et l'échange d'informations ainsi que la sensibilisation publique dans les domaines de la culture et de tourisme
- promouvoir le pluralisme culturel et développer la coopération culturelle internationale
- promouvoir un développement touristique et écotouristique qui protège et sauvegarde l'environnement naturel et l'identité socioculturelle du citoyen malagasy.
- faire de tourisme un levier de développement durable au bénéfice direct des communautés villageoises
- assainir et augmenter les recettes du tourisme auprès de tous les acteurs concernés
- encourager la relance des activités touristiques
- promouvoir la destination Madagascar

Voici quelques projections chiffrées pour les années 2004-2007 concernant évidemment les objectifs de développement en faveur du secteur tourisme.

Tableau 3 : Prévision des arrivées

Année	2000	2001	2003	2004	2007
Année des visiteurs	160 071	170 208	139 230	170 000	500 000

Source : Ministère de la culture et du tourisme

Tableau 4 : Durée moyenne de séjour

	1999	2000	2001	2002	2003(*)
Pays	20	20	20	9	15
Hôtel	4	4	4	2	3

Source : Ministère de la culture et du tourisme

La projection des arrivées 2003-2007 a été obtenue à partir de taux moyen annuel (1994-2001). Il y a lieu de préciser que l'objectif de 2007 sera encore réajusté en fonction des estimations de l'offre probable apportée par les grands projets.

Les indicateurs intermédiaires de secteur tourisme sont les suivants :

Infrastructures touristiques et hôtelières à créer

Tableau 5 : Evolution de l'offre

	2000	2001	2002	2003	2004 (*)	2005 (*)	2006 (*)
Nombre d'hôtels	644	695	717	768	818	868	918
Nombre chambre	7779	8435	8780	9325	9825	10325	10825
Nombre d'EVPT	370	413	522	553	573	593	603

Source : Ministère de la culture et du tourisme

EVPT : Entreprise de voyage et prestations touristiques

(*) : prévision

Tableau 6 : Evolution des recettes en devises au titre du tourisme : recettes en devises

	2000	2001	2002	2003	2004 (*)	2005 (*)	2006(*)
Millions de DTS	91,9	90,2	27,8	54,0	75	85	90
Taux moyen DTS / Fmg	8934	8376	8773	8675			
Centre valeur milliards de Fmg	821,0	755,5	243,9	468,4			

(*) : prévision

Source : Ministère de la culture et de tourisme / Banque centrale de la République de Madagascar.

Tableau 7 : Evolution des emplois directs générés par le secteur tourisme : emplois directs créés dans le secteur tourisme.

	2000	2001	2002	2003	2004 (*)	2005 (*)	2006 (*)
Hôtels / restaurant	13628	14010	14031	14809	15660	16400	17200
EVPT	3231	3554	3563	3781	3981	4081	4281
Total	16869	17564	17594	18690	19581	20481	21481

Source : Ministère de la culture et du tourisme

(*) : prévision

Il faut noter que les variations en nombre observées entre 2000 – 2001 et 2001 – 2003 doivent être identiques. Il y a aussi des mesures qui ont été prises par l'Etat pour promouvoir les investissements touristiques, il s'agit notamment :

De la constitution de réserves foncières touristiques RFT par faciliter et sécuriser l'accès des investisseurs professionnels du tourisme aux foncières, dont les RFT ont pour objectifs principaux de :

- faciliter l'accès aux biens fonciers par une sécurisation foncière totale
- assurer un développement durable et harmonieux des activités touristiques
- contribuer au développement de la zone périphérique en luttant contre la pauvreté
- de la possibilité des investissements étrangers des biens immobiliers : dans le secteur touristique moyennant un apport de fonds d'investissement égale ou supérieur à 500 000 USD ou tout équivalent en devises, la superficie maximale est de 25 000m² ou 2,5 ha. Des dérogations peuvent être accordés en tenant compte de l'importance de l'investissement en devise.
- de la mise en place d'un guichet unique des investissements et du développement de l'entreprises ou GUIDE pour faciliter et accélérer le traitement des dossiers de projets d'investissement privés touristiques se trouve raccourci et les procédures allégées d'une manière significative. Si auparavant, la durée de traitement des dossiers était de 90 jours, aujourd'hui cette durée est réduite à 25 jours à partir de la date de dépôt d'un dossier.
- Création de l'offre National du Tourisme de Madagascar où ONTM et des offres régionaux du tourisme chargé de la promotion de l'image de Madagascar destination à l'extérieur et d'assurer l'information des touristes et des investisseurs et surtout de leur assurer un séjour agricole. Par ailleurs, 17 hôtels d'Etat dont 4 feront l'objet d'assainissement d'exploitation à moyen terme. Tel que : Hilton Madagascar, ZAHA Motel Mahajanga et Ihosy, Betty place Sainte Marie, Hôtel des Thermes Antsirabe.

En observant les réalisations après la crise vécue par le pays en 2002 et grâce aux efforts entrepris pour le développement du secteur Madagascar accueille progressivement des touristes. Ainsi en 2003 ; les armées touristiques ont augmenté de 125% par rapport à l'année 2002. Les arrivées étaient de 61674 en 2002 et 139230 en 2003, mais n'atteignent pas encore le nombre de touristes de 2001 qui était de 170208. En juillet 2004, 124688 visiteurs ont été enregistrés.

Quant aux recettes en devises, elles ont augmenté de 94,2% en 2003/2002 passant ainsi de 27,8 millions de DTS en 2002 à 54,0 millions de DTS en 2003. Toutefois, un manque à gagner de 36 millions de DTS a été enregistré par rapport à l'année 2001. Des efforts sont à faire par une amélioration de la balance courante de nos paiements extérieurs.

L'enquête auprès des visiteurs de 2000, qui est une enquête sur échantillon financée avec l'aide de l'Union européenne, a permis de déterminer le pourcentage des différentes activités auxquelles les touristes se sont consacré pendant leur séjour à Madagascar :

- écotourisme 55%
- tourisme balnéaire de soleil mer et plage 19%
- culturel 15%
- sport / aventure 8%
- autres 3%

L'enquête montre que Madagascar est principalement une destination écotouristique. Du fait de son endémisme élevé, le capital écotouristique de Madagascar est littéralement unique. Son capital soleil, mer et sable sont remarquables mais sont concurrencés par les autres destinations balnéaires plus connues de l'Océan Indien, les écotouristes un des segments de la demande touristique internationale augmentant le plus rapidement, est aussi en des segments les plus importants de touristes venant à Madagascar. La principale motivation de voyage, réaffirmée par les tours opérateurs sur place, est de voir des lémuriens évoluant dans leur cadre naturel, les amateurs d'oiseaux font le déplacement par observer les 106 oiseaux endémiques sur les 250 que comporte l'île. La pêche au gros a d'ores et déjà enregistré un record de monde de prix de marlin. Les plongeurs considèrent les récifs coralliens étant au même niveau que le Mer rouge et d'autres zones de plongée de par le monde. Les touristes intéressés par le soleil la mer et le sable apprécient l'impressionnant capital balnéaire. Les touristes culturels sont intéressés par les populations locales, leurs traditions et cadres de vie, les tombeaux richement décorés, les totems sculptés et gravures en l'honneur des morts, de même que le palais de la Reine (Rova de Manjakamiadana) à Antananarivo qui a été presque totalement détruit par le feu en 1995. Le tourisme d'aventures, même si peu important en nombre, attire les amateurs de randonnée en montagne et de marche et les passionnés d'escalade ou de descente en rappel vers une variété de canyons et volcans. La descente en eau vive sur la côte ouest, en canoë ou pirogue, les voyages sur barge et les activités de voile en attirent d'autres. La diversité du capital, et sa qualité, dans un seul pays est remarquable. Ceci garantit que les touristes peuvent se livrer à différentes activités

quand ils viennent à Madagascar, ce qui n'est pas souvent le cas dans les îles. Les médias en Europe et aux Etats-Unis ont créé une image contrastée de Madagascar. Un récent reportage a fait un portrait de la merveilleuse faune et flore de Madagascar et a montré le pays comme une nouvelle destination pour les voyages d'aventure, mais il a également décrit la pauvreté, les risques de santé et le cyclone de 2000. Sur le presque tiers des personnes qui revenait, 30% ont dit qu'ils venaient tous les ans ; tandis que le reste n'a mentionné aucune fréquence particulière. Des séjours annuels vers une destination dont l'accès est si cher sont inhabituels.

Une partie de ceux qui viennent tous les ans pourrait être des relations ou amis vendant visite ou pourrait être des Malgaches résidant à l'étranger présentant un passeport étranger. Parmi, les revenants, près de la moitié ont voulu refaire une expérience précédente réussie et les autres sont revenus visiter de nouveaux sites. Ce tourisme à répétition confirme les évolutions des tours opérateurs quant au degré élevé de satisfaction de leur client concernant les ressources naturelles et culturelles du pays. On trouve souvent qu'il est de bon sens d'attaquer un segment de marché à l'exclusion des autres. Par exemple, à Madagascar, le secteur de l'écotourisme et du tourisme d'aventure est le plus grand et certains plaident pour un renoncement au marché des stations balnéaires ou de montagne. Cela requiert une analyse plus approfondie car plusieurs pays trouvent que leur ligne de produits convient à différents segments. Ça ne veut pas dire que Madagascar a besoin d'une ou deux images de manques internationales pour qu'elle puisse être localisée sur une carte. On voit de plus en plus qu'en fait le mélange de produits touristiques est assez varié au Sénégal, où le gouvernement plaide pour uniquement des touristes haut de gamme, en fait, il y a beaucoup de saïs à dos, supposés dépenses peu, de la même manière, Maurice, bien que comme une destination marquée par ses hôtels cinq étoiles sans équivalent, a connu une explosion du marché souvent non réglementé vers de petites auberges de type chambres d'hôte. Il est nécessaire de faire une analyse prudente des combinaisons de produits à Madagascar et une attention devrait être également accordée à la création de circuits régionaux dans la communauté de l'Océan Indien.

c) Les différents objectifs de développement du secteur tourisme :

En parlant des objectifs de développement en faveur du tourisme. L'objectif vise de promouvoir la diversité culturelle et d'accélérer le développement du tourisme pour y parvenir, les objectifs ont été fixés :

- sauvegarder l'héritage culturel Malgache
- encourager le développement des arts et promouvoir la culture Malagasy à l'intérieur du pays
- faire du tourisme un levier de développement durable au bénéfice direct des communautés villageois et en protégeant l'environnement.

Il y a des mesures prises pour atteindre ces objectifs, qui sont les suivantes :

- la participation à des salons, foires et forums internationaux
- le renforcement des offres du tourisme
- mise en place effective des dix offres régionales du tourisme (Antananarivo, Antsirabe, Toamasina, Sainte-Marie, Fort-Dauphin, Fianarantsoa, Toliary, Nosy Be, Antsiranana, Morondava).
- constitution de l'offre nationale du tourisme
- réhabilitation de deux offres régionales à Toamasina et Antsirabe
- acquisition de terrain pour le Ministère du Tourisme et l'office régional d'Antsiranana.
- la mise en place de délégation régionale du tourisme : Délégation régionale du tourisme d'Antsirabe mise en place : mission de prospection effectuées dans le cadre du développement des produits dans des différentes régions de Madagascar.
- la confection de supports informatifs
- édition de cartes, de dépliants, d'affiches et de magazines
- édition de brochure « Madagascar île authentique » en Anglais et en Français
- réalisation d'un manuel de l'investisseur touristique, édition de brochure, posters, dépliants, affiches et films sur Madagascar (anglais et Français) avec l'appui du programme LDI/USAID, réalisation de deux films sur Morondava (sites touristiques et culturels), le recensement des sites touristiques en vue de l'élaboration de cartes communales a été réalisé et les données y afférentes sont des disponibles.
- la mise en place de réserves foncières touristiques (RFT)
- bornages des RFT d'Islo, Ankarana et Montagne d'Ambre, création de RFT à Mahajanga en cours.

- début des travaux de bornage et de l'élaboration de plan d'aménagement des sites de Toliary.
- négociation en cours pour la réalisation de plans d'aménagement des RFT de Nosy Be et Morombe auprès du fonds de solidarité prioritaire ou FSP, identification des nouveaux sites à Mahajanga, Ampazony, Menabe (Amara, Betaolampia, Ankevo, Menakia).
- la privatisation de quatre hôtels d'Etat adopté : audit des hôtels d'Etat et à participation de l'Etat (Betty plage, Hilton, Hôtel des Thermes, Zaha Motel à Mahajanga et à Ihosy).
- l'éducation et la formation : formation réalisée et diffusion du guide de l'écotourisme (ZARI de Betafo)
- l'amélioration de l'accueil dans les aéroports internationaux et régionaux amélioration du système d'accueil dans les aéroports, aménagement de l'aéroport d'Ivato et de Nosy Be : travaux en cours.
- l'amélioration des procédures d'octroi de visa pour les hommes d'affaires et travailleurs expatriés : allègement et simplification des procédures et démarches administratives par l'opérationnalisation de guichet unique
- l'aventure du ciel pour le transport aérien : révision des accords bilatéraux existants.
- la formation et le renforcement des capacités : mise en place de deux filières « licence en entrepreneuriat et BTS en gestion hôtelière à l'Institut National du Tourisme et de l'Hôtellerie (INTH).

Section 2 : Evaluations des stratégies de développement du secteur avec bénéfices des communautés villageoises.

En parlant la proposition de stratégie pour le tourisme : le tourisme ne peut pas dépasser le décalage entre son niveau peu élevé actuel et son potentiel sans un plan sectoriel.

a)La contribution de la banque mondiale pour enlever les contraintes sur le tourisme :

Des projets de la banque mondiale en cours à Madagascar peuvent contribuer à enlever des contraintes sur le tourisme et à augmenter les impacts du tourisme dans les zones rurales où il peut contribuer à alléger la pauvreté, s'ils sont réorientés vers ce but.

Parce que le tourisme est transversal, presque toutes les activités soutenues par les bailleurs pourraient avoir un impact significatif sur le tourisme comme par exemple, tous les projets d'infrastructures, y compris l'eau, l'énergie, les télécommunications, de même que la santé et l'éducation. Le plan national des transports pouvait aider à améliorer ces routes, les aéroports secondaires et si possible, les chemins de fer, les ports et la navigation fluviale qui pourraient bénéficier directement à la croissance et/ou l'expansion du tourisme. Le projet de pistes rurales pourrait être l'instrument pour avoir des zones éloignées disposant d'un potentiel touristique. Les décisions de politique avec le gouvernement devraient comprendre la nécessité d'améliorer l'environnement des affaires du tourisme et particulièrement, les mesures qui pourraient permettre aux nouveaux investisseurs de poursuivre leurs plans d'investissement. Une étude des liens entre l'agriculture et le tourisme devrait contribuer à créer une demande provenant de secteur du secteur de l'hébergement. Une revue des dépenses publiques devrait examiner les dépenses du gouvernement pour le secteur du tourisme, y compris la promotion et la formation, qui devraient être financés par un partenariat avec le secteur privé. A la fois, la SFI et l'AMGI (MIGA) pourraient jouer un rôle catalyser dans l'investissement et les actions marketing.

Idéalement, un processus de consultation des bailleurs pourrait être créé pour le secteur du tourisme. Un tel système est déjà en place pour le financement des parcs nationaux à travers l'ANGAP, qui utilise des projets rattachés au tourisme pour obtenir des revenus et, par le financement des communautés contribue à la conservation du capital. Mais, pour permettre au gouvernement d'améliorer sa politique envers le secteur et pour permettre un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes, il est d'abord nécessaire d'avoir un projet pour le développement du secteur sur le court et le long terme. A titre d'exemple, un regroupement pourrait être développé dans un parc national, dans une région balnéaire et dans une zone de passage importante pour servir de pilotes à des clusters futures similaires. Les zones qui semblent intéressantes à court terme sont : la province de Diégo (avec un accent particulier sur Nosy Be) ; le centre (d'Antananarivo à l'île Sainte Marie en passant par Périnet) ; et le grand sud (circuit triangulaire Toliara / Isalo / Fort-Dauphin). Autrement, on pourrait concevoir le choix de sites à l'intérieur de ces zones. Le principe à retenir est celui de la priorisation et de la séquence des activités. Un tel projet de développement du secteur identifierait les zones touristiques prioritaires et les types de tourisme qui devraient être encouragés et devrait développer une stratégie de développement aux bénéfices directs des communautés villageoises.

b) La pratique de l'outil du schéma directeur Master Plan :

Le projet devrait développer une stratégie détaillée et durable du secteur, en consultation étroite avec toutes les parties prenantes nationales. Plusieurs pays utilisent l'outil du schéma directeur (Master Plan) et du plan d'aménagement pour établir une carte routière du développement touristique sur une période aussi longue que vingt ans. Un financement peu souvent obtenu des bailleurs pour de tels travaux. Comme plusieurs autres pays.

Madagascar compte entreprendre des « schéma Directeur du Tourisme » ou plans d'aménagement pour les zones touristiques, quelques uns sont déjà en élaboration et avec le soutien de l'Allemagne (GATO-AG) élabore un « concept pour le tourisme malgache » afin de donner un cadre de développement du tourisme sur un court et long terme. Ensemble, les schémas directeurs de tourisme seront des documents de stratégie contenant une analyse détaillée de produits touristiques existants, un concept de développement avec des cibles sur le court ; moyen et long terme, de même que les lignes directrices les schémas de mise en place et les budgets couvrant les domaines suivantes : les gammes, des produits touristiques ; les actions marketing et la distribution ; le cadre institutionnel ; les ressources humaines et les investissements dans le secteur du tourisme. L'étude GATO était encore dans la phase de recherche si les membres de l'équipe de la Banque ont eu l'occasion de rencontrer brièvement les consultants en charge de l'étude GATO ; ils n'ont pas encore eu des discussions approfondies. Dans un esprit de coopération, la Banque voudrait suggérer que les schémas directeurs s'étendent aux thèmes suivants :

- proposer des améliorations au système existant de collecte et de traitement de données touristiques
- identifier les contraintes les plus sensibles relatives à l'infrastructure sur les circuits touristiques existants, chiffrer les coûts d'amélioration et faire des recommandations pour leur financement.
- concevoir des procédures de planification physique des zones touristiques comprenant un zonage, des réglementations sur les situations de retrait et là où c'est pertinent, des précautions sur les niveaux de marée.
- identifier les faiblesses les plus sensibles dans les exploitations hôtelières situées sur les circuits touristiques existants, concevoir des méthodes de formation et former des formateurs pour améliorer l'exploitation. La formation pourrait

comprendre des ateliers et la production de manuels om de vidéo cassettes à faible coût.

- monter des programmes pour aider les hôtels, les lodges, les campements et autre hébergement et les prestataires de services pour l'adoption des critères qui pourraient leur donner une éligibilité à une certification « verte », ce qui pourrait se faire par un programme international existant ou un programme de certification géré par l'équivalent d'un institut des normes à Madagascar. Une certification « verte » est un avantage pour les ressources naturelles de base de Madagascar et est aussi un outil marketing de persuasion pour ses clients pour la plupart écotouristiques.
- sur la base des enquêtes visiteurs existants et de nouvelles à sélectionner et entreprendre, identifier les marchés cibles et les segments desquels de nouveaux visiteurs peuvent être tirés.
- faire la revue des activités et du financement de Maison du Tourisme de Madagascar et faire des recommandations pour un programme de promotion et d'actions marketing par Madagascar, entrepris conjointement avec le secteur privé.
- étudier et faire des recommandations sur le système fiscal existant du secteur tourisme.
- imaginer des mécanismes par lesquels l'Etat reçoit les loyers adéquats par l'utilisation des ressources naturelles du pays à des fins touristiques.
- conseiller des mécanismes de financement pour les secteurs de l'hébergement et des services à tous les niveaux, y compris un système de petites subventions pour aider les communautés locales à disposer des installations pour accueillir les touristes.
- conseiller des améliorations aux services de douane et l'immigration de l'aéroport, y compris une revue des conditions d'octroi des visas.
- étudier les moyens par lesquels Madagascar peut valoriser les avantages d'appartenir à des organisations régionales. Contribuer à identifier des sources de financement pour l'IOITO, auquel Madagascar a offert un siège social.
- entreprendre une évaluation du potentiel du tourisme de ***** à Madagascar.
- identifier les zones hautement prioritaires pour de nouveaux investissements touristiques (clusters); qui établiront des normes de contrôle qualité, environnementales et de développement communautaire pour les unités d'hébergement et les prestations de services. Dans une première étape, un cluster

devrait être développé dans un parc national, dans une zone balnéaire et dans une destination de transit majeure pour être des pilotes pour les clusters futurs. Evaluer la capacité d'accueil de la zone et définir la taille optimale des hébergements qui doivent être construits pour permettre la rentabilité de chacun des trois clusters pilotes. Concevoir des normes de planification physique pour un cluster pilote qui comprend un programme d'utilisation du terrain, un zonage et les densités d'hébergement.

- étudier les réserves touristiques actuelles (RFTs) pour une évaluation indépendante de leur adéquation par un développement en cluster pilote et proposer tout changement qui pourrait assurer que les RFTs existantes peuvent être utilisées pour cela, y compris le nombre d'unités et de chambres dans chacune. Étudier l'échelonnement de la mise en place des RFTs ou cas où leur promotion simultanée dépasserait l'intérêt des investisseurs.
- identifier les types d'infrastructures requis dans chaque cluster et pour permettre d'y accéder. Définir comment les coûts de ces infrastructures pourraient être partagés entre les secteurs publics et privés.

La banque a récemment approuvé une modeste composante relative au tourisme sous le deuxième projet de développement du secteur privé en cours et à la volonté d'aborder avec les autorités malgaches les champs de coopération pour avancer les activités du développement touristique du pays. Les termes de référence par une étude du secteur de l'Artisanat ont été approuvés mais il y a évidemment d'autres domaines qui demandent une analyse plus poussée comme le cadre institutionnel ; comme l'analyse économique des impacts, comme le foncier. Les attentes sont que les contraintes majeures qui empêchent actuellement la croissance du tourisme, auront été identifiées et seront en cours d'être éliminées par l'intermédiaire d'actions du gouvernement du secteur privé et des bailleurs.

Simultanément, le taux de croissance des arrivées des touristes augmentera résultant de la planification du développement de zones spécifiques, à travers la création de clusters d'hébergement de services et d'infrastructures qui établiront des normes d'excellence, combinés à des modes de transports améliorés, et à l'initiation d'une campagne de promotion effective.

Par ailleurs, en élevant les normes, les niveaux des dépenses touristiques devraient augmenter. Grâce à l'expansion du tourisme dans toute l'île et au fait de cibler les

communautés locales en tant que bénéficiaires et participants au pauvreté. L'accent mis sur la planification de la conservation environnementale devrait également fournir des revenus à ces fins en même temps que l'assurance de la préservation des ressources naturelles de base.

c) Les priorités de recommandations pilotes des stratégies de développement du secteur tourisme :

La réalisation de ces stratégies exige du secteur public une question efficace et une bonne relation de partenariat avec le secteur privé, les bailleurs et les ONGs. Les recommandations devraient contribuer à accomplir un changement par étape sur la taille de secteur du tourisme ; la qualité des produits touristiques et par conséquent, les avantages qui découleraient du tourisme ces recommandations demandent d'être prioritaires et d'être mise en ordre pour refléter ces priorités dans le cadre du partenariat entre la banque mondiale, le gouvernement et les autres acteurs dans la définition d'une stratégie, susceptible d'inclure les modes d'accès et l'augmentation des capacités d'hébergement et toutes les mesures d'accompagnement. Finalement, il sera également important de se concentrer sur un nombre limité d'interventions prioritaires dans le cadre d'un programme pilote. Toutes les recommandations sont résumées ci-dessous :

une stratégie exhaustive pour le développement durable et direct du secteur qui puisse évoluer en consultation étroite avec les participants locaux est requise ; des schémas directeurs sur les sites identifiés comme prioritaires et sur les RFTs apporteront beaucoup dans ce sens et devront au moins présenter un business plan pour le tourisme, un programme environnemental adapté et un cadre pour une intégration sociale.

Le tourisme est hautement concurrentiel sur certains marchés : particulièrement sur le marché international des stations balnéaires. Le caractère varié et rarissime des atouts naturels de Madagascar signifie qu'il dispose d'un potentiel unique pour tirer profit du développement touristique. Cependant ça ne veut pas dire qu'il doit se concentrer uniquement sur ce dernier point. Le pays aura besoin d'établir une gamme de produits qui propose des circuits variés, alors que plusieurs de ses structures sont petites. Il y a l'opportunité de créer un marché régional avec les îles voisines et les pays du continent africain et ainsi sortir une gamme de produits avec une très haute valeur ajoutée pour le pays.

La réallocation des fonds disponibles sur les projets en cours pourrait contribuer à enlever les contraintes sur le secteur et augmenter les impacts du tourisme dans les zones rurales, où il contribuerait à alléger la pauvreté, si les composantes sont ajustées pour se focaliser sur le tourisme.

La SFI a étudié la possibilité d'interventions dans le secteur du tourisme à Madagascar, notamment la mise en place de Small and médium entreprise Solution Centres (SSC) ; son soutien et celui de l'AMGI devraient contribuer à l'appui au financement des structures d'hébergements et de services et essentiellement aux actions de privatisation des hôtels appartenant à l'Etat.

Un processus de consultation des bailleurs doit être mise en place pour le secteur du tourisme. Un tel système est déjà en place par le financement des parcs nationaux à travers l'ANGAP, qui gère les projets écotouristiques des parcs. Ce processus de consultation devrait s'étendre au secteur tourisme de façon plus large.

Le gouvernement reconnaît le besoin d'améliorer la base statistique du tourisme mais est limité par le manque de financement. Il y a des coûts d'opportunités significatifs rattachés au fait de ne pas savoir la taille d'un secteur qui a la potentialité de devenir un créateur important d'emplois, de devises et d'impôts et de stimuler la production de biens et de services dans d'autres secteurs. Ces coûts pourraient convaincre le gouvernement de trouver les ressources pour améliorer la base de données touristiques dans le but d'aboutir à un Compte Satellite du Tourisme (CST) à terme, avec l'appui d'organismes internationaux comme l'organisation mondiale du tourisme.

Le système de normalisation et de classification hôtelière nécessite une mise à jour urgente en tant que clé de l'amélioration des normes dans les hôtels existants et à venir. Madagascar ne peut pas espérer lancer une expansion du tourisme sans une expansion de l'hébergement adapté au tourisme international. Compte tenu de ses produits touristiques variées, Madagascar a besoin d'établir des normes pour les lodges écotouristiques, les nouvelles constructions doivent se conforme à des normes environnementales strictes. Les lignes directives devraient donner aux nouveaux investisseurs la flexibilité de développer des produits propres dans le cadre établi. Une EIE serait exigée pour chaque construction dans les zones sensibles sur le plan écologique comme les parcs nationaux et la zone littorale.

Une étude par évaluer la taille actuelle, les coûts et bénéfices du tourisme de croissance, de même que son potentiel, doit être entreprise. Pour cette étude, les éléments d'une stratégie pour le tourisme de croisière avec les ports d'exhale prioritaires identifiés après une enquête auprès des lignes de croisière, émergeront. L'étude sur le tourisme de croissance est un élément important de la stratégie globale pour le tourisme. Le gouvernement, en consultation avec le secteur privé et la communautés des zones visitées actuellement par les passagers en croisière, a besoin de décider s'il doit étendre les installations pour les bateaux de croisière et faire connaître cette décision à l'industrie des croisières où s'il doit limiter les séjours de bateaux de croisières à Madagascar.

La formulation d'une politique sectoriel a besoin de se baser sur une meilleure compréhension des coûts et bénéfices des différents types de tourisme et cette politique devrait intégrer une compréhension de comment. Stimuler les liens en amont et en aval vers d'autres secteurs de production et de services. Une étude des liens entre le tourisme et l'agriculture pourrait aider à identifier la demande du secteur touristique en produits agricoles, une étude de l'artisanat pourrait aider à renforcer les liens entre le tourisme et ce secteur et promouvoir une plus grande valeur ajoutée provenant du tourisme.

La plus part des visiteurs étrangers dans les parcs nationaux de Madagascar et les gens qui vivent dans leur périphérie. De ce fait, le niveau des droits d'entrée payés dans tous parcs de Madagascar a besoin d'être revu. Le droit d'entrée pourrait varier selon les parcs en fonction du niveau des installations qui y sont proposées.

Madagascar dispose d'une motivation énorme à travers le tourisme pour renforcer et coordonner l'effort national pour préserver une culture traditionnelle riche et variée. Avec une politique intégré et bien conçue sur l'héritage culturel et les arts, mise en place à un niveau national et provincial, Madagascar devrait être capable de donner aux touristes une expérience culturelle des plus vibrante. Un accent particulier serait porté sur le secteur de l'artisanat qui nécessiterait une orientation plus intégrée au secteur tourisme. Cela simulerait les dépenses des visiteurs et au cours de la procédure donnerait une valeur et contribuerait à préserver l'héritage culturel vivant et construit de l'île et à renforcer la création de revenus dans les villages particulièrement les plus éloignés.

Le tourisme à Madagascar dispose d'un potentiel considérable pour aborder des questions comme l'allègement de la pauvreté et une croissance dans le temps plus équitable dans les régions les plus défavorisées du pays. Cela exige des programmes ciblés conçus pour remédier aux défaillances du marché et intégrer le courant général des activités économiques en encourageant les mises en relations avec les autres secteurs de l'économie. De tels projets ne sont pas souvent que des parties de solutions ou des composantes d'une grande série d'activités qui dresse la gamme complète de produits.

Si les informations sur le tourisme en faveur des pauvres étaient centralisées, elles aideraient le gouvernement et principalement le Ministère du Tourisme analyser les expériences, à développer des politiques en faveur des pauvres adaptées au contexte socioculturel malgache et à les incorporer dans la planification du secteur. Elle constituerait également une source d'informations pour les nouvelles communautés villageoises impatientes d'intégrer le tourisme dans leurs activités économiques.

Section 3 : Les opportunités et les répercussions des politiques de tourisme sur le développement de Madagascar

En dépit des inquiètes des provoqués notamment par les délestages et le manque de promotion, la haute saison 2005 s'annoncent satisfaisante. C'est grâce surtout aux actions de promotion menées essentiellement par les privés, notamment celle d'Air Madagascar, que la saison a pu être sauvée.

a) Les impacts positifs du capital touristique de base

A noter que le ministère du tourisme a mis beaucoup de temps pour mettre sur orbite l'offre nationale du tourisme, le nouvel organe en charge de la promotion de la destination. Rappelons que les statistiques officielles ont sortir que plus de 190 000 touristes ont visité Madagascar en 2004. Au cours du premier semestre de l'année dernière, près de 125 000 touristes ont été enregistrés. Cependant, les grands investissements dans le domaine de l'hôtellerie et des loisirs ne sont pas encore au rendez-vous. De grosses pointures mondiales ont pourtant déjà annoncé leur intention de s'implanter enfin sur la Grande île. Les plus grandes réalisations hôtelières de ces dernières années demeurent le Venta club de Nosy be, la nouvelle aile de l'hôtel Colbert d'Antananarivo et le Grand hôtel d'Antsiranana. Quelques

opérateurs nationaux se sont contentés par leur part de procéder à quelques travaux d'extension, le financement faisant toujours défaut pour des projets d'infrastructures de plus grande envergure. Certains professionnels de secteur estiment cependant qu'il existe des opérateurs nationaux qui disposent de moyens suffisants pour réaliser de gros investissements mais préfèrent par prudence investir dans d'autres secteurs plutôt que dans l'hôtellerie qui est considéré comme l'un des plus risqués. Très peu sont les opérateurs qui estiment que la grande île est enfin devenue un pays politiquement et économiquement stable. Globalement, on a constaté une hausse du nombre de chambres d'hôtel de 8%, d'entreprises de voyage et de prestations touristiques de 11%, ainsi que des emplois créés le secteur d'environ 4%. La capacité d'accueil reste très insuffisante. 9500 chambres sont répertoriées, avec 532 additionnelles, générant 796 emplois directs et indirects.

Le ministère en instaurant les offices régionaux du tourisme et en constituant une vingtaine de réserves foncières touristiques, dont l'appel d'offres de celle de l'Isalo a été lancé, souhaite marquer un point positif pour la relance du tourisme. A signaler par ailleurs que d'autres sites et circuits touristiques non exploités et spécifiques de chaque région, ont été découverts à la suite de l'élaboration des cartes thématiques topographiques pour les communes 632 sites touristiques ont été inventoriés, classés différemment selon les régions : 11% à Antananarivo, 23% à Antsiranana, 30% à Fianarantsoa, 7% à Mahajanga, 13% à Toamasina et 10% à Toliara. Le taux de fréquentation est inégalement réparti selon les provinces autonomes : 7% à Antananarivo, 38% dans le sud, 21% au nord, 19% à l'Est et 13% à l'ouest.

En outre, 58% des visiteurs sont orientés vers l'écotourisme. Par ailleurs, la volonté annoncée de l'Etat de rabaisser le taux de la TVA pour que les produits touristiques malgaches soient compétitifs par rapport aux autres pays concurrents, donne de l'espoir aux opérateurs. La signature du contrat pour la destination combinée Maurice-Madagascar, le partenariat avec le lycée hôtelier de la Réunion, l'université de Grenoble, Perpignan et l'institut d'hôtellerie et tourisme du Québec et le plan Eductour sont également prévus par renforcer le secteur et la promotion de la destination Madagascar. Ce sont les hôtels situés sur des sites très fréquentés comme Nosy Be, les parcs de Ranomafana ou encore d'Andasibe qui affichaient complet dépris déjà plus de 7 mois. En terme de fréquentation, le parc national d'Isalo, de Ranomafana ou encore la ville de Taolagnaro sont les principales destinations touristiques des étrangers. L'ouverture de la ligne aérienne Saint-Denni / Taolagnaro a fait un

grand bien à cette destination. Par ailleurs, la région des hautes terres (Ampefy, Mantasoa...) et fréquentée par 7,3% des touristes, contre 13,9% pour la région Ouest Nosy be reste fidèle à sa réputation de site touristique par excellence. L'île aux parfums et ses environs attire 21,13% des touristes. Le tourisme est un outil de développement, le tourisme peut représenter un puissant matériel de développement, stimulant la croissance économique et diversification de l'économie, contribuant à l'allègement de la pauvreté et créant également des liens, en amont et en aval avec d'autres secteurs de production et de services. A Madagascar, où la pauvreté rurale est largement répandue et où les pauvres font pression sur les ressources naturelles le tourisme pourrait susciter des externalités positives. Primo : parce que le capital touristique est réparti dans toute l'île, le tourisme crée des poches de croissance économique dans des régions qui n'ont pas d'autres sources de revenus ou d'emplois. Dans les régions recouées en particulier, le tourisme contribue à limiter la pauvreté en diversifiant les sources de revenus. Secundo : le tourisme, géré de façon correcte, peut contribuer à la préservation de l'environnement que, ce sont l'écotourisme où le tourisme balnéaire. Les ressources naturelles de Madagascar y compris sa faune et sa flore et toute sa zone côtière constituent son capital touristique le plus important mais aussi le plus fragile. L'élévation de ce capital entrepris dans le cadre de ce rapport laisse croire que la taille modeste actuelle du secteur reflète un potentiel substantiel inexploité. Dans le passé le tourisme a été considéré, dans les prises des cas comme un effet résiduel des actions de conservation ou, dans les meilleurs comme un moyen de financer une partie des actions de conservation. Mais le tourisme est un secteur complexe et requiert une analyse propre, probablement parce qu'il s'agit d'un des secteurs les plus importants du monde regroupant de façon rapide de moins en moins d'acteurs plus fort.

Beaucoup plus doit être entrepris pour construire un partenariat dynamique entre le monde des affaires et les actions de conservation, en reconnaissance du fait que les affaires saines et les actions environnementales efficaces se renforcent mutuellement et que l'absence des unes pourrait mettre les autres en danger. Il y a des avantages comparatifs, l'extraordinaire capital naturel de Madagascar, à la fois terrestre et marin, en fait une destination cible pour une gamme variée de touristes. En tant qu'un des rares pays du monde présentant une méga-biodiversité, 95% des espèces animales et végétales sont endémiques.

Parmi, lesquelles figurent 32 espèces de lémuriens, qui constituent la principale attraction pour de nombreux touristes. En tant que quatrième plus grande île du monde avec presque 5 000km de littoral et un plateau continental égal à 20% des zones terrestres,

Madagascar possède un capital balnéaire de classe mondiale. Ce dernier bénéficie de la diversité biologique des mers et des côtes, qui est plus importante que celle de n'importe quelle île de l'Océan Indien, et en particulier de sa spectaculaire mégafaune sous marine.

La variété des actifs du pays se traduit par son site classé patrimoine mondial, la réserve naturelle des Tsingy de Bemaraha à l'ouest, qui consiste en une spectaculaire formation karstique géologique. Les seize parcs nationaux, en plus d'autres aires protégées couvrent 3% de la superficie de Madagascar et sont éparpillées dans toute l'île. Quatre réserves marines sont regroupées autour de Mananara Nord, une réserve biosphère sur la côte nord-est. Des réserves privées parsèment aussi l'île et sont visitées par les touristes. A cause de son endémisme élevé, le capital écotouristique de Madagascar est unique et la place parmi les premières destinations écotouristiques du monde. Son capital soleil, mer et sable est remarquable mais doit faire face à la concurrence des autres destinations balnéaires de l'océan indien plus connues et plus développées. Madagascar dispose également d'un potentiel en tant que destination des bateaux de croisière et figure déjà dans les programmes et plusieurs lignes de croisière se plaçant naturellement entre trois destinations primordiales de croisière, le cap, Durban et Mombasa. Les communautés villageoises bénéficient des opportunités dans ce secteur par le biais du capital touristique de base. Les ressources naturelles de Madagascar et par conséquent, la base du capital touristique sont beaucoup étudiées et ont reçu un financement international considérable et une assistance technique pour leur conservation. Les données propres au secteur du tourisme, particulièrement du côté de la demande, sont cependant médiocres. Les informations ne sont pas fiables : nombre de vrais touristes par opposition aux visiteurs étrangers, leurs dépenses, la durée moyenne de séjour, la répartition dans le pays et leurs caractéristiques socio-économiques. Ces informations sont essentielles pour : connaître la taille actuelle du secteur et calculer les avantages résultant du tourisme, mieux comprendre quel type d'hébergement devrait être construit à quel endroit et services et produits correspondant sont essentiels, cibler les actions de promotion et de marketing vers les segments de la demande existants et potentiels et les pays d'origine des touristes. Peu de pays, sinon aucun, ne peut prétendre disposer de statistique touristique parfaite. Madagascar a bien fait de mener deux enquêtes sur les échantillons de visiteurs, avec l'assistance de l'UE, parce qu'ils révèlent certaines caractéristiques des touristes. Mais les données relatives à l'immigration restent le moyen le plus efficace de connaître le secteur et doivent être améliorées. Les estimations de l'équipe suggèrent que le nombre de touristes authentiques se situe entre 68 000 et 100 000 en 1999, en comparaison avec les estimations officielles du

nombre de visiteurs étrangers tels que définis, se chiffrant à plus de 160 000. Les touristes français dominent au niveau des arrivées 60%, en partie pour des raisons historiques et culturelles et en partie à cause des itinéraires de vol. les arrivées de touristes ont augmenté dans les années 90, probablement au même, ou légèrement plus élevé, taux que les estimations de l'OMT ou Organisation Mondiale du Tourisme de 7,2% pour l'Afrique dans son ensemble par la décennie 1998-1997. A cause de son capital touristique varié et de l'éloignement des marchés fournisseurs, la durée moyenne de séjour à Madagascar est exceptionnellement longue 20 jours selon les statistiques officielles, mais plus probablement quelques jours en moins. Sur le plan de l'offre, le pays disposait en 1999 de 556 hôtels avec 7207 chambres, 111 d'entre eux ont été considérés comme conformes aux normes internationales et ont été classés par étoiles 109 autres ont été conformes aux normes locales et ont été noté par des palmiers ou ravinala. Les 336 restants ne sont pas classifiés, dont la plupart ne comprenant pas plus de 5 chambres fonctionnant comme une activité familiale. Le manque d'informations sur la distribution des hôtels de qualité, sur leur taux d'occupation, fait qu'il est impossible de juger si l'offre est appropriée aux catégories de touristes qui visitent Madagascar et aux endroits visités. Cependant, tous les opérateurs de terrain interrogés à Madagascar parlent d'une concurrence entre eux pour obtenir des chambres dans le petit nombre d'hôtels qui sont conformes à des normes acceptables. Quand il n'y a aucune alternative acceptable, les tours opérateurs changent de parcours à annulent même des groupes en période de pointe. Les données sur les investissements hôteliers et le nombre de chambres indiquent qu'il y a eu un accroissement important des investissements hôteliers entre 1999 et mi-2001, principalement dans l'attente d'une augmentation des arrivées du fait de la situation privilégiée du pays observer l'éclipse de soleil, l'absence d'une augmentation des capacités des avions ont limité les arrivées pour l'évènement. Les nouveaux investissements ont eu pour conséquence une diminution de la taille moyenne des hôtels de 13 à 10 chambre.

b) Les impacts négatifs du capital touristique

Actuellement, le tourisme est inclus dans le PIB par secteur de Madagascar sous rubrique commerce, hôtels et restaurants. En mettant dans la même catégorie le commerce et le tourisme, la contribution de chacun ne peut être bien appréhendée. Les estimations d'emplois créés quelques 20 000 se limitent à ceux des hôtels et restaurants, et des agences de voyage et de tours opérateurs, sans prendre en compte les emplois générés par le tourisme dans les activités de l'agriculture, de pêche et agroindustrielles, et dans les industries fournissant les produits nécessaires à l'hébergement des touristes, leur transport et autres

services liés au tourisme comme les activités de plongée, guides... et par les articles d'artisanat vendus aux touristes. La création de postes de travail dans le tourisme est estimée avoir augmenté de 8% par an ces dernières années. Les salaires dans l'industrie de l'hôtellerie sont supérieurs de 40% par rapport au salaire minimum ce qui traduit en partie la rareté de personnel formé. Suite à la difficulté de définir qui est un touriste, les estimations sur les devises et les taxes provenant du tourisme ne peuvent être fiables. Cependant, le gouvernement indique que le tourisme est un des trois premiers secteurs en termes de recettes en devises, le rang fluctuant entre les zones franches industrielles (ZFI) et la pêche. En 1993, les Nations Unies ont appelé tous les pays à développer un Compte du Tourisme Satellite (CTS) consiste à mesurer la taille des activités économiques qui ne sont pas incluses de leur plein droit dans les comptes publics, dans le but de fournir une mesure crédible de leur contribution à l'économie nationale. L'objectif est d'en informer les organes de décision de la politique gouvernementale et de décision d'investissement du secteur privé Madagascar souhaite s'organiser pour mettre en place un CTS de manière progressive.

Malgré quelques problèmes observés dans la filière du tourisme, les opérateurs du secteur laissent entendre que leur taux de satisfaction sera élevé pour 2005. Ils avancent que le tourisme à Madagascar devrait enregistrer une croissance de 20% pour 2005. Globalement, les résultats obtenus en 2004 ont dépassé les prévisions. Si le nombre d'infrastructures et d'emplois créés ont évolué avec un taux d'accroissement respectivement de 10% et de 7% entre 2003 et 2004 le nombre de touristes a augmenté de 64% et les recettes ont presque doublé, c'est-à-dire le taux d'accroissement est de 93% pendant la même période. Ainsi, selon les données officielles, le tourisme a connu une ascension exceptionnelle en 2004. Le nombre de touristes non résidents est passé d'environ 140 000 en 2003 à 228 000 en 2004, ce qui correspond à une augmentation de 64%. Cet afflux a procuré des recettes s'élevant à 468,5 milliards Fmg en 2003 et 1 442,2 milliards Fmg en 2004. Le nombre d'emplois directement générés a un de 6,8% sont 18 590 emplois en 2003 et 19 845 en 2004. Ce secteur devrait se développer davantage du fait de sa dotation en structure institutionnelle et des activités promotionnelles dont il bénéficie : promotion de Madagascar à travers l'Offre National du Tourisme Malgache (ONTM) ; promotion des avantages comparatifs régionaux à travers l'Office Régional du Tourisme (ORT), privatisation des hôtels d'Etat, ouverture des trafics aériens à Mila et à Bangkok en tant que facteurs devant contribuer à une hausse des flux touristiques.

D'ailleurs, aux termes du second Projet de Développement du Secteur Privé, dans la composante tourisme, il est mentionné que les réalisations sont satisfaisantes. Diverses actions associant l'Etat, les opérateurs touristiques privés et les partenaires multilatéraux ont été entreprises pour faire du tourisme un levier de développement durable et direct aux communautés villageoises malagasy créateur d'emplois tout en protégeant l'environnement.

Une structure pérenne est mise en place dans les trois pôles intégrés de croissance. D'une manière globale, les travaux de réhabilitation et d'aménagement des 3 offres régionaux du tourisme (Toamasina, Antsirabe, Taolagnaro) sont complètement terminés et opérationnels. Les travaux de réhabilitation de l'ORT de Nosy Be sont réalisés à 50%. Pour le moment seul l'offre de Toamasina a été complètement équipée dans la mesure où c'est le seul à être fonctionnel. L'équipement de celui d'Antsirabe est en cours. Dans la mesure où une vingtaine de Réserves Foncières Touristique (RFT) environ ont déjà été créées, dans le cadre d'un autre programme, le ministère de la culture et du tourisme a décidé de limiter les activités de création de RFT dans le cadre de PDSP2 aux seules réserves de Beheloka, Anakao et de Soalava dans la région du sud ouest par une superficie totale de 700 ha. Les études d'ingénieur social des trois zones complètement terminées. Toutefois, des contraintes restent et elles résident dans les problèmes fonciers, la complexité des procédures en matière de création et développement des RFT, la faiblesse des moyens et les capacités de l'administration, l'insuffisance d'établissements et formation dans les régions un accès aérien encore cher et une ouverture de ciel non effective. Des défis se font alors sentir et ils devraient consister en la poursuite et la dynamisation des mesures de réforme notamment celles relatives à la restructuration des hôtels d'Etat, au développement des RFT et en la dynamisation des offres National et Régionaux en matière de promotion du tourisme. Le tourisme peut avoir un impact positif sur la vie économique des populations locales en créant des emplois et en proposant des sources de revenus supplémentaires, et par la création de richesses. D'un autre côté, la qualité du capital touristique est également affectée par la capacité. La déforestation, une menace permanente à Madagascar, traduit les tentatives désespérées de survie des populations rurales les plus pauvres, disposant de très peu d'alternatives économiques à une agriculture de subsistance et à l'utilisation des arbres comme bois de chauffe. De la même manière, la pression démographique et la pêche intensive font partie des principales menaces pour les zones côtières. Néanmoins, plusieurs ONGs ont aidé les communautés locales à utiliser le tourisme comme activité génératrice de revenus et les études de cas fournissent des modèles qui pourraient être répliqués ailleurs dans le pays. Si

les données sur le tourisme en faveur des pauvres étaient centralisées, elles aideraient le Gouvernement et principalement, le Ministère du Tourisme à analyser les expériences, à développer des politiques d'un TFP et à les incorporer dans la programmation sectorielle. Le rassemblement des résultats pourrait conduire à une définition des meilleures pratiques de Madagascar sur les initiatives concernant la pauvreté liée au tourisme. Enfin, un tel rassemblement constituerait une source d'informations disponibles pour les nouvelles communautés désireuses d'intégrer le tourisme dans leurs activités économiques. Dans le cadre de ce rapport, un premier pas a été fait en utilisant la méthodologie d'enquête qui a pu réunir des informations sur les projets à vocation touristique des communautés. Le « Comité d'appui au développement de l'écotourisme » ou CADE essentiellement technique et déjà créée, pourrait faire le lien entre les différentes agences s'occupant d'écotourisme, rassembler les données sur les activités et suivre leur développement. Le tourisme géré avec prudence est un outil pour la protection de l'environnement et par le financement de la conservation.

Plusieurs études sur la « volonté de payer » indiquent qu'il peut être fait appel aux touristes pour soutenir la protection environnementale et culturelle par ou des droits d'entrée, au départ ou d'autres taxes et contributions volontaires. Pour renforcer l'image de l'île, ainsi que pour aider à la préservations des ressources naturelles, les plus grandes structures d'hébergement et particulièrement celles se trouvant dans des zones écologiquement sensibles, devrait commencer à rechercher un label hôtelier indiquant la conformité de la structure à des normes environnementales clairement définies et représentant également une valeur commerciale. Alors que les analyses économiques de coût bénéfice pourraient saisir tous les flux de coûts et revenus, là où le capital est un bien public aucune quantification n'est valable. Cependant, le capital touristique est limité en genre des loyers et énormément de dissensions entre les pays et les promoteurs peuvent être retracées pour répartir au mieux ces loyers entre l'industrie du voyage, les touristes et le pays hôte. Clairement, un prix à payer pour l'utilisation d'un capital est souhaitable si ce capital doit être utilisé de façon durable.

Plusieurs modes directs et indirects sont possibles, mais il est important que les opérateurs touristiques de même que les décideurs de la politique du gouvernement et les autorités en matière d'environnement tiennent compte de cette question importante. Les mesures visant à assurer que les ressources collectées seraient gérées de manière responsable comprennent des accords avec les ONGs et les autres prestataires.

Le Ministère du Tourisme dispose de personnes compétentes à tous les échelons hiérarchiques, mais un budget réduit le rend inefficace. Le ministère n'a également pas réussi à convaincre les autres services du gouvernement de l'importance du tourisme et de sa contribution à l'économie, à savoir, à classer le tourisme comme une industrie d'exportation ou à obtenir des fonds supplémentaires pour les infrastructures et la promotion.

L'Association Nationale pour la Gestion de Aires Protégées (ANGAP) a été un gestionnaire assez efficace des parcs nationaux et réserves, s'est bâtie une solide réputation et travaille avec succès avec les ONGs mais doit faire à des insuffisances de fonds dans l'immédiat. Étant donné le rôle critique des parcs nationaux et des réserves en terme de conservation et de tourisme, l'ANGAP nécessite de façon urgente des ressources pour lui permettre de continuer ses activités. Le GEF travaille avec l'ANGAP pour créer un fonds de gestion et pour accroître ses revenus provenant des droits d'entrée dans les parcs. Le secteur privé consiste en un grand nombre de petites entreprises, ce qui réduit sa capacité à agir à l'unisson ou de manière harmonisée sur les questions touchant le secteur du tourisme.

Néanmoins, la Maison du tourisme de Madagascar (MTM), instaurée en tant qu'organisation chapeautant le secteur privé avec le soutien de l'Union européenne, donne la possibilité de rassembler les différents secteurs de l'industrie, si son organisation est rationalisée et son financement repose sur des bases plus solides. Ils semblent que le gouvernement envisage de laisser la MTM devenir une association purement privée et de créer une offre du tourisme, pour promouvoir le pays. Selon le point de vue de la banque, une question d'importance est de créer un espace où le secteur privé et le gouvernement peuvent discuter des questions opérationnelles ou relevant de la politique dans un environnement mutuellement enrichissant, cela peut s'accomplir par une restauration de la MTM ou en créant un nouvel office, la première solution étant probablement plus efficace. Dans la mesure où le gouvernement procède à la mise en place d'un office, il serait utile de revoir les fonctions du ministère avec un souci de focaliser la politique au niveau de ministère et les actions réglementaires et opérationnelles au sein de l'offre et entre autres, redynamiser le comité national de développement du tourisme ou CNDT. L'administration du secteur manque d'un partenariat effectif entre les secteurs publics et privés. Seuls un dialogue permanent entre les secteurs publics et privés peut conduire à une gestion réussie du tourisme. Malgré certains progrès, ce dialogue n'est pas encore en place. Un renforcement des institutions des secteurs publics et privés, combiné à un renforcement des mécanismes de coordination entre ces entités, devrait faciliter le processus mais des procédures spécifiques doivent être mises en place dès que possible pour formaliser le dialogue.

c) Les obstacles à la croissance du tourisme :

En tout cas, il y a des obstacles à la croissance du tourisme, qui peuvent freiner le développement de ce secteur et qui n'apportent pas des avantages et apports bénéfiques aux communautés villageoises malagasy. Ce rapport adopte le point de vue selon lequel le secteur du tourisme fonctionne bien en deçà de son potentiel étant donné ces atouts considérables. Les principaux obstacles au développement du secteur sont soulignés ci-dessous et ils se situent aussi bien du côté de l'offre que celui de la demande. A la suite de quoi, le potentiel de la demande paraît illimité à cause de la qualité, la variété et la spécificité du capital touristique, à la fois en augmentant le nombre de touristes venant à Madagascar et en augmentant les dépenses par tête de touriste à travers des services à plus haute valeur ajoutée. Cependant, une promotion faible qu'elle soit officielle a émanant du secteur privé et un manque d'attention aux politiques et infrastructures en place ont laissé cette demande largement inexploitée.

Simultanément, l'incapacité actuelle du secteur à héberger et transporter des nombres croissants de touristes, assurément judicieux, limite son développement. Les coûts et les caprices de l'accès aérien, les restrictions sur les déplacements intérieurs du fait d'une faible infrastructure routière et des lignes aériennes intérieures peu fiables, peu disponibles et à haute coût constituent un facteur limitant important sur la taille du secteur. A titre d'exemple spécifique, de nouvelles structures d'hébergement ont été construites pour héberger un nombre important de touristes prévus en 2001 pour l'éclipse solaire, mais il n'y a eu qu'un accroissement marginal de l'accès aérien et rien au niveau du transport intérieur. Sans surprise, les attentes des investisseurs ont été réduites à néant. Par conséquent, il y a peu d'incitation à proposer des structures d'hébergement supplémentaires de la taille et la qualité appropriées pour satisfaire la demande du marché. Madagascar se retrouve sans hôtel balnéaire ou écotouristique phare qui pourrait contribuer à sa promotion à travers le monde et attirer d'autres investisseurs. De plus, la base du capital touristique de Madagascar est à l'exception de certaines zones balnéaires et autres plus adaptée aux petits groupes, ce qui contribue à décourager les investissements dans les structures d'hébergement plus grandes ce qui contribue à décourager à son tour les groupes de voyages plus importants avec lesquels les tours opérateurs jouent sur des faibles marges et sur de plus gros volumes. Par conséquent, les tours opérateurs essaient de viser les touristes à hauts revenus et de les préserver du manque d'installations d'accueil convenables. Malgré cette toile d'araignée d'obstacles, beaucoup de touristes quittant Madagascar font part de leur satisfaction suite à leur séjour de fait de la qualité de capital naturel.

PARTIE II : LE TOURISME COMME ETANT LE SECTEUR PRIORITAIRE CREATEUR D'EMPLOI TOUT EN PROTEGEANT L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 1 : ETUDE DES POTENTIALITES DU TOURISME AU NIVEAU DE LA CREATION D'EMPLOIS

Section 1 : les avantages du secteur tourisme sur la création d'emplois aux bénéfices des communautés villageoises malagasy

Le secteur tourisme génère de devises, des emplois et par conséquent des revenus, aussi bien pour les ménages que pour le gouvernement à travers les impôts. Il absorbe des intrants locaux dans l'exploitation des établissements d'hébergement à travers le pays, de plus il stimule la demande et la production des biens et services dans les autres secteurs économiques. La contribution du secteur tourisme dans l'économie ne se limite pas seulement à l'apport en devises. Il est aussi un secteur générateur d'emploi.

a) Les différents types d'emplois créés par le tourisme.

On constate généralement la persistance des emplois générés par le tourisme. Concernant les effets du développement du tourisme sur le niveau d'emploi d'un pays, on distingue trois effets primordiaux comme les emplois directs générés par le tourisme, les emplois indirects et les emplois induits. En parlant les emplois directs, ils sont des emplois qui correspondent à des emplois purement touristiques, des emplois créés suite à la demande des touristes. Par exemple, on y trouve les emplois créés suite à la création d'un établissement hôtelier, d'une création d'entreprises de voyages et de tourisme les guides touristiques. Les emplois indirects quant à eux sont des emplois créés dans les activités concourant à la satisfaction de la consommation touristique intérieure dans d'autres secteurs. Ce sont des emplois qui correspondent aux emplois créés dans les entreprises, autres que les entreprises touristiques productrices de biens et services consommés par les touristes. On peut citer à titre d'exemple le commerce, l'agriculture, l'artisanat. Ce sont donc des emplois créés suite à la réponse de la demande induite du secteur touristique. Les emplois créés dans les secteurs d'activités touristique telles que les activités liées aux investissements touristiques comme la création des hôtels entraînant une création d'emploi dans le secteur de bâtiment et travaux public peuvent être également considérés comme des emplois indirects. Le développement du

secteur tourisme exerce un effet sur d'autres secteurs économiques. Par conséquent, les emplois induits sont des emplois créés dans d'autres secteurs de l'économie de fait de la demande de consommation générée par les revenus gagnés par les salariés du secteur touristique. Ces emplois induits peuvent concerner tous les secteurs d'activité. Etant donné qu'aucune statistique concernant les emplois induits et indirects générés par le tourisme n'est disponible, l'étude d'analyse portera sur les emplois directs créés par les activités et services touristiques.

b) Les emplois directs créés par le tourisme :

Le tableau ci-dessous montre qu'en 2001, plus de 0,22% de la population active à Madagascar sont employées dans le secteur tourisme. On peut aussi citer qu'en 1999 et 2001, le nombre d'emplois créés dans le secteur tourisme a fait baisser le taux de chômage de 0,2 points. En ce qui concerne le rythme de croissance de la création d'emploi, on constate que l'emploi créé dans le secteur a augmenté de près de 13% contre 5% seulement par l'emploi créé dans les secteurs d'activités autres que le tourisme.

Tableau 8 : effets de la création d'emploi touristiques sur le taux de chômage à Madagascar

Rubriques	1999	2001
Population totale	14 634 608	15 265 000
Population active	7 653 900	8 108 000
Nombre de chômeurs	214 310	293 700
Nombre d'emplois dans le pays	7 439 590	7 814 300
Emplois dans le secteur tourisme	15 574	17 564
Emplois dans les secteurs d'activités autres que le tourisme	7 424 016	7 796 736
Taux de chômage en %	2,8	3,6
Taux de chômage sans les emplois touristiques en %	3	3,8
Variation du taux de chômage	0,2	0,2

Source : INSTAT, Direction de la statistique des ménages

En analysant l'évolution des établissements hôteliers à Madagascar et création d'emploi dans ces établissements entre l'année 1999-2005. On a constaté, qu'en 2005, 16 877 emplois ont été générés par les 937 établissements d'hébergement à Madagascar. Entre 1999

et 2005, la création de 381 nouveaux établissements d'hébergement a généré 4237 nouveaux emplois où emplois directs, soit en moyenne 11 nouveaux emplois pour l'établissement créé.

Tableau 9 : Evolution des établissements hôteliers et évolution des emplois direct générés par ces établissements entre 1999-2005.

Années	Hôtels et /00 restaurants	Emplois directs
1999	556	12640
2000	644	13628
2001	695	14010
2002	717	14031
2003	768	14809
2004	853	15906
2005	937	16877

Source : MCT à Ministère de la culture et du tourisme Décembre 2005.

On peut parler aussi de l'entreprise de voyage et de prestation touristique abrégé EVP et création d'emploi entre 1999 et 2005. Jusqu'en 2005, au total 4290 emplois ont été créés par les 713 EVPT exerçant formellement à Madagascar.

c) L'analyse de l'EVPT :

Entre 1999 et 2005 la création des 82 EVPT a généré 620 nouveaux emplois, soit en moyenne 7.56 nouveaux emplois pour chaque création d'EVPT. On n'a pas retenu les données de l'année 2002, où 3563 emplois dans les EVPT pour 522 EVPT. D'après ces chiffres, entre 2001 et 2002, 9 emplois seulement ont été créés pour 109 nouveaux EVPT, ce qui paraît erroné. Le tableau ci-dessous montre l'évolution du nombre des EVPT et emplois directs générés par les EVPT entre 1999 et 2005.

Tableau 10 : Evolution du nombre des EVPT et emplois direct générés par les EVPT entre 1999 et 2005.

Année	EVPT	Emplois directs dans les EVPT
1999	331	2934
2000	370	3231
2001	413	3554
2002	522	3563
2003	553	3781
2004	589	3939
2005	713	4290

Source : MCT où Ministère de la culture et du tourisme / Guide tourisme Décembre 2005

La construction de ces établissements et entreprises touristiques se traduisent en terme économique par l'accroissement de volume d'investissement national, ce qui signifie que le tourisme a aussi des répercussions sur le volume d'investissement et par conséquent sur le revenu national par l'effet multiplicateur.

On constater des impacts des investissements touristiques sur le revenu national. D'une manière générale, « le multiplicateur traduit l'effet d'une variation d'un élément autonome de la demande, par exemple un investissement supplémentaire autonome sur le revenus » ¹Thierry Tacheix, 2000, L'essentiel de la macroéconomie, tualino éditeur, page 63). De ce fait, toute dépense d'investissement a un impact sur le revenu. Les investissements touristiques n'échappent pas à cette règle. En effet, chaque investissement touristique nouveau peut entraîner une augmentation de la production dans divers secteurs de l'économie et par conséquent engendre des revenus supplémentaires.

¹ Thierry Tacheix, 2000, l'essentiel de la macroéconomie, Gualino éditeur.p.63

Section 2 : Analyses des données touristiques non fiables et l'arme contra la pauvreté

Madagascar souhaite s'organiser pour mettre en place un compte du tourisme satellite où CTS de manière progressive.

a) Le compte du tourisme satellites.

Le terme CTS consiste à mesurer la taille des activités économiques qui ne sont pas incluses de leur plein droit dans les comptes publics. Autrement dit, en prévoyant de mettre un place au pays le CTS, le but est de fournir une mesure crédible de la contribution du secteur touristique à l'économie nationale et par conséquent d'en informer les organes de décision de la politique gouvernementale et de décision d'investissement du secteur privée.

En attendant, le tourisme reste actuellement inclus dans le produit intérieur brute ou PIB par secteur à Madagascar sous la rubrique : commerce, Hôtels, et restaurants. En mettant dans la même catégorie le commune et le tourisme, la contribution de chacun ne peut être bien appréhendée, tiennent à expliquer les analystes de la filière tourisme opérant à Madagascar. Les estimations de 20 000 emplois encrées avancement-ils, se limitent à ceux des hôtels et restaurants, des agences de voyages et a fortiori des tours opérateurs, sans prendre en compte les emplois générés par le tourisme dans les activités d'agriculture, de pêche et agro-industrielles et dans les industries fournissent les produits nécessaire à l'hébergement des touristes, leur transport et autres services liés ou tourisme comme les activités de plongée, guides et par les articles d'artisanat vendus aux touristes.

Dans la situation actuelle du secteur touristique malgache, il reste toujours très difficile de devenir qui est vraiment un touriste. Il s'ensuit que les estimations sur les devises et les taxes provenant du tourisme ne peuvent être fiable. Pour preuve, le gouvernement a toujours indiqué depuis belle lutte et quel que soit le régime en place que le tourisme est un des trois premiers secteurs en termes de recettes en devises le rang fluctuant entre les zones franches industrielles où ZFI et la pêché. De même le manque d'informations sur la destination des hôtels de qualité, sur leur taux d'occupation, fait qu'il est approprié aux catégories de touristes qui visitent Madagascar et aux endroits visités.

b) Effet de la médiocrité des données propre au secteur tourisme :

Les analyses laissent aussi entendre que les données propres au secteur du tourisme à Madagascar, particulièrement du côté de la demande, s'avèrent toujours médiocres. Les informations ne sont pas fiables qu'il s'agisse du nombre de vrais touristes par opposition aux visiteurs étrangers ou hommes d'affaires, de leurs dépenses, de la durée moyenne de séjour, de la répartition dans le pays et de leurs caractéristiques socio-économique. Or, disent les analystes ces informations sont essentielles pour connaître la taille actuelle du secteur et calculer les avantages résultant du tourisme, pour mieux comprendre quel type d'hébergement devrait être construit, à quel endroit et quels services et produits correspondant sont essentiels pour cibler les actions de promotion et de marketing vers les segments de la demande existante et potentielle et les pays d'origine des touristes. Il est vrai que peu de pays, sinon aucun, ne peut prétendre disposer de statistiques touristiques parfaites. Mais Madagascar ferait mieux de mener davantage d'enquêtes sur des échantillons de visiteurs parce qu'ils révèlent certaines caractéristiques des touristes. Ce faisant, les données relatives à l'immigration méritent d'être améliorées car elles visent le moyen le plus efficace de connaître le secteur du tourisme. La balle est dans le camp malgache. D'autant plus que selon les littératures touristiques mondiales, le tourisme peut représenter un puissant outil de développement durable direct, stimulant la croissance économique et la diversification de l'économie contribuant à l'allègement de la pauvreté et créant également des liens, en amont et en aval, avec d'autres secteurs de production et de services. A Madagascar, où la pauvreté rurale est largement répandue et où les pauvres font pression sur les ressources naturelles, le tourisme pourrait susciter des externalités, positives. Primo, parce que le capital touristique est reparti dans toute l'île de tourisme crée des poches de croissance économique dans des régions qui n'ont pas d'autres sources de revenus ou d'emploi. Dans les régions reculées, en particulier, le tourisme contribue à limiter la pauvreté en diversifiant les sources de revenus. Secondo, le tourisme géré de façon correcte peut contribuer à la préservation de l'environnement, que ce soit l'écotourisme ou le tourisme balnéaire, les ressources naturelles de Madagascar y compris sa faune et sa flore et toute sa zone côtière, constituent son capital touristique le plus important mais aussi le plus fragile.

Il faut souligner que le nombre d'arrivées des touristes internationaux dans le monde est estimé, par l'Organisation Mondiale du Tourisme ou OMT. En janvier 2006 à 808 millions en 2005 soit une augmentation de 5,5% contre 9,9% en 2004. En terme de dynamisme, la

région Afrique se trouve en fête en 2005 avec une croissance d'arrivées des touristes internationaux d'un peu plus de 10% soit 12,7% par la sous-région Afrique subsaharienne. La région Asie et Pacifique et la région moyen orient la suivent la suivent avec chacune une croissance avec environ de 7%. Cependant, la part de marché de la région Afrique reste minime. Les touristes privilégient les destinations Europe, Asie et Pacifique et Amérique.

Ces trois régions détiennent 90,7% du marché de tourisme mondial. La région Afrique et la région Moyen Orient se partagent les moins de 10% restant. Toutefois, un virement timide de goût des touristes vers l'Afrique et le Moyen Orient se fait sentir. Il faut noter que ce virement profite aussi à l'Asie Pacifique. Dans ce bilan, d'après l'INSTAT et l'INSEE qu'en 2005, le nombre de touristes non résidents arrivés à Madagascar a avoisiné 280 000. La période 2003-2005 a vu une progression accélérée 25,8% après la crise de 2002.

La compétitivité des produits touristiques malgaches s'est accrue avec la pente notable de valeur de l'Ariary qui a connu en deux ans une dépréciation de 79% par rapport au dollar américain.

c) L'arme contre la pauvreté :

Les motifs de voyage des visiteurs sont divers : 63% sont venus principalement pour le tourisme tandis que les 37% restant étaient venus par d'autres raisons ; le tourisme était pour eux un motif secondaire. La durée moyenne de leur séjour en terre malgache tourne autour de 20 jours. La région la plus visitée est le sud, ensuite le Nord, puis l'Est, l'Ouest et enfin les hautes terres. L'ordre par pays d'origine n'a pratiquement pas changé depuis 1999. En effet, la grande majorité des touristes venant à Madagascar sont des Français de France et de la Réunion qui représentent presque 70% de l'ensemble. Puis vient l'Italie qui a une part de 6% en 2005 et ensuite l'Amérique avec une part de 5%. Les Français et les Italiens sont encore les plus intéressés par Madagascar car leur part a augmenté durant la période 2003-2005 par rapport à la période 1999-2001. La part moyenne des Français est de 68,7% par la seconde période contre 64% par la première période et 6,7% contre 53% pour l'Italie. Les raisons les plus évidentes en sont le vol historique qui relie la capitale française et le capital malgache.

Pour l'Italie, c'est surtout à cause de l'ouverture d'un vol direct Milan Nosy be. Le pays possède quatre grands aéroports dont l'Aéroport international d'Ivato à Antananarivo.

La capitale, Antananarivo sert de hub du réseau aérien interne, mais depuis quelques années l'aéroport de Nosy be accueille directement des vols en provenance de l'étranger.

Madagascar est desservi par plusieurs compagnies aériennes dont l'Air France, Corsair, Air Mauritius, Inter Air, South African Airlines et la compagnie malgache Air Madagascar. Une quinzaine de vols internationaux par semaine sont programmés vers l'Europe et vers l'Asie et à peu près autant vers les régions voisines à savoir Maurice, La Réunion, les Comores, le Kenya et l'Afrique du Sud.

Le nombre de hôtes et des établissements de voyage de prestation touristique abrégé EVPT est en constante progression depuis 1999. L'accroissement moyen entre 1999 et 2005 est de 11% pour les hôtels et 16,6% pour les EVPT. En 2005, les hôtels sont au nombre de 950 et possèdent à peu près 10 900 chambres soit une moyenne de 11,6 chambres par l'hôtel.

L'offre essaie de s'ajuster à la demande mais timidement car le nombre moyen de chambres diminue d'année : 13 en 1999 et seulement 11,6 en 2006. Les recettes touristiques évoluent naturellement avec le nombre de touristes : de 72,9 millions de DTS en 1999, elles sont passées à 124 millions de DTS en 2005 selon la Banque Centrale de Madagascar. On observe cependant une tendance générale vers la baisse des recettes moyennes par touriste venu à Madagascar. Ce qui veut dire que les budgets des touristes venus à Madagascar deviennent de plus en plus légers. Ce qui confirme le gain de compétitivité des produits touristiques malgaches, autrement dit ces produits sont de plus en plus accessibles avec des budgets de moins en moins constants. Quoi qu'il en soit, Madagascar place beaucoup d'espoir dans le développement du tourisme comme outil de développement économique. Cependant, d'importants investissements sont nécessaires afin d'améliorer la quantité et la qualité de l'offre de services. La faible capacité des vols internationaux directs rend la destination peu attrayante. Les infrastructures comme le réseau routier, réseau ferroviaire, transports publics sont souvent inconfortables et peu fiables. Les facilités touristiques, à savoir l'hébergement et les produits et services existants, ne sont pas à la hauteur des standards internationaux. Les services complémentaires tels que les entrées et les visas souffrent de lenteurs. Sur le marché international, Madagascar manque toujours d'une image de marque spécifique comme destination car le marketing pratiqué ces dernières années n'est pas assez agressif. Dans le pays même, l'organisation, la réglementation et la coordination des activités touristiques nécessaire entre les groupes intéressés sont toujours insuffisantes.

En outre, il est évident que le tourisme culturel et le tourisme vert sont des produits complémentaires susceptibles d'être utilisés efficacement dans la lutte contre la pauvreté.

On a beaucoup parlé ces derniers temps du tourisme en faveur des pauvres. Ce tourisme s'appuyant sur les communautés et assistés par les organismes non gouvernementaux engagés dans la lutte contre la réduction de la pauvreté. Le tourisme en faveur des démunis ou tourisme équitable, en tant que politique demandera une série de lignes directes qui sera un peu diffère de celle du tourisme classique. Selon l'étude menée par la Banque mondiale et les opérateurs touristiques, la croissance qui est répartie de façon inégale exige que l'on prenne des mesures incitatives qui encourageraient la croissance dans les zones économiquement et socialement en retard. L'étude invite les responsables gouvernementaux à s'inspirer sur les actions des tours opérateurs et des ONG qui ont déjà décidé de se spécialiser dans le tourisme équitable et qui garantissent souvent dans leurs contrats soient au moins égaux aux salaires minimums et qu'un pourcentage jusqu'à 75% des dépenses totales des touristes resteront dans la communauté. Si le projet est à but non lucratif, tous les fonds en excès sont transférés comme contributions de bienfaisance a des activités locales comme la conservation de la nature, la construction d'infrastructures de base ou encoure des activités volontaires comme l'enseignement d'une langue, formation des guides. Partout dans le monde, le tourisme en faveur des pauvres repose essentiellement sur la nature et la culture. Il n'est plus aujourd'hui à démontrer que la grande île dispose d'un capital écotouristique qui n'attend qu'à être exploité. Sur le plan culturel, les spécialistes estiment qu'avec une politique intégrée et bien conçue sur l'héritage culturel et les arts mise en place à niveau national et provincial, Madagascar devrait être capable de donner aux touristes une expérience culturelle des plus vibrante. Beaucoup des touristes seraient encore à la recherche d'une expérience culturelle malgache unique. A Madagascar, comme dans d'autre sociétés, la préservation d'une culture distincte doit être alors une bataille de tous les instants dans la mesure où dans le monde aujourd'hui les populations son en contact continuels avec les cultures dominantes à travers les médias et aussi le tourisme. La grande île dispose d'une motivation énorme à travers le tourisme de renforcer et coordonner l'effort national pour préserver une culture traditionnelle riche et variée sans toutefois oublier de soutenir l'art contemporain qui est aussi un produit touristique à part entière. Bien que n'ayant encore atteint l'objectif qu'il s'était fixé, le tourisme malgache a surfé depuis des années sur la vague des séjours balnéaires ensoleillés pimentés d'une pointe d'exotisme de Nosy be, Taolagnaro, Morondava, Sainte Marie. Ce type de tourisme attire toujours les visiteurs et c'est une image que le pays doit plus

qu'assumer. Mais il est évident qu'il n'est plus aujourd'hui possible de s'en contenter dans la mesure qu'il y a encore mieux à offrir.

Il faut toutefois trouver un terrain d'entente entre l'administration culturelle dont le rôle est de préserver le patrimoine et l'administration de tourisme qui doit l'exploiter. A Madagascar, la culture et le tourisme étant de nos jours regroupés au sein d'un même département ministériel. On peut espérer qu'une entente ne sera d'un même département ministériel. On peut espérer qu'une entente ne sera pas trop difficile à asseoir. Pour développer le tourisme culturel, il est primordial de commencer par dresser un état des lieux du patrimoine pour identifier les besoins d'équipements destinés à faciliter les visites des différents sites. Ce n'est qu'après qu'on pourrait passer aux deuxièmes étapes qui consisteront à réaliser les aménagements nécessaires comme l'amélioration de l'environnement, définition des zones constructibles et encouragement aux investisseurs privés pour y installer des infrastructures d'hébergement, des centres d'information, des restaurants. Ces futurs investisseurs seront soumis à un encadrement afin de ne pas dénaturer les lieux. L'étape suivante concerne l'exploitation du capital où il y a création de circuits thématiques, création à l'étranger en collaboration avec les offres chargés de promouvoir la destination Madagascar.

Quand on parle l'office du tourisme, il faut savoir que les pays qui ont décidé de promouvoir leur patrimoine culturel ont conçu une campagne de communication d'une durée minimum de trois ans, et rien n'est laissé au hasard pour que le nouveau produit puisse être connu le mieux et le plutôt possible. C'est ainsi, l'encouragement de journalistes de magazines culturels à faire des reportages, voyages d'études professionnels pour aider à la mise en place de circuits inédits, renforcement des partenariats avec les tours opérateurs autour de thème précis, participation à des salons spécialisés, édition de brochures uniquement consacrées au patrimoine artistique et culture, dont ils renforcent de développement durable direct et créant des opportunités bénéfiques aux communautés villageoises malagasy.

Section 3 : Evaluation des potentialités sous exploités dans le domaine touristique à Madagascar

Cette section tente d'identifier les principaux obstacles à la croissance du tourisme, qui est tombée très en deçà de son potentiel compte tenu des ressources de base.

a) Identification des obstacles à la croissance économique du tourisme.

Une revue des nombreux problèmes montre à quel point les obstacles inhérents à l'offre et ceux de la demande sont liés entre eux. De façon inhabituelle, par rapport à une expérience comparée internationale, la demande potentielle, dans l'abstrait semble être illimité du fait de la qualité, de la diversité et du caractère unique du capital touristique. Une promotion officielle et émanant du secteur privé moindre n'a pas mis cette demande à contribution. Dans le même temps, l'incapacité actuelle du secteur à héberger et transporter un nombre croissant de touristes limite sa taille. Le coût et les caprices de l'accès aérien et les restrictions sur les déplacements intérieurs à cause d'une infrastructure routière limitée et peu fiable et des navettes aériennes peu disponibles et onéreuses constituent des facteurs limitants majeurs de la taille du secteur. Comme exemple spécifique, de nouvelles unités ont été construites pour héberger le grand nombre de touristes attendus en 2001 pour l'éclipse de soleil, mais il n'y a eu qu'une augmentation marginale de l'accès aérien et aucune pour le transport intérieur. Sans surprise les attentes des investisseurs ont été réduites à néants, en conséquence, il y a peu de motivations à offrir un hébergement supplémentaire de la taille et la qualité appropriées pour satisfaire la demande du marché. Pour ces raisons les autres mentionnées plus bas, Madagascar se retrouve sans écotourisme ou hôtel balnéaire emblématique qui pourrait accroître la promotion à travers le monde et contribuer à attirer d'autres investisseurs.

De plus le capital de base de Madagascar est avec des exceptions spécifiques pour certaines stations et d'autres zones plus approprié pour les petits groupes. Cela dissuade les plus grands groupes à venir quand les tours opérateurs réalisent de faibles marges sur les volumes les plus élevés. De fait, les tours opérateurs essaient de viser les touristes à hauts revenus et de leur éviter les problèmes dus à la rareté des installations d'accueil convenables.

Malgré cette toile d'araignées de contraintes, beaucoup de touristes quittant Madagascar exprime leur satisfaction sente à leur séjour du fait de la qualité du capital

naturel. Ces touristes considèrent Madagascar comme une expérience de vacance rude et imprévisible. Le plus segment de marché de touristes plus conventionnels et le petit, mais souvent rentable, marché du luxe sont les plus difficiles à attirer à Madagascar. Malgré les complexités du marché, plusieurs opérateurs hôteliers internationaux réputés ont exploré la possibilité d'investir à Madagascar. Le manque de transparence de l'environnement des affaires, combiné à une question fondamentale qui a compromis les plans de plusieurs investisseurs potentiels, un titre foncier clair, a contrarié les projets de ces sociétés hôtelières, de même que les projets individuels, à investir dans l'hébergement à Madagascar.

On constate qu'il y a plusieurs obstacles à la croissance et au développement du secteur tourisme à Madagascar. Comme indiqué dans une version récente du rapport sur le cadre intégré à Madagascar².

« La situation foncière actuelle à Madagascar représente un obstacle fondamental à tout développement durable dans des secteurs majeurs comme l'industrie, le tourisme, le commerce agricole et l'élevage de bétail ». Parmi les nombreuses difficultés faisant face aux investisseurs hôtelières à Madagascar, la plus fréquemment mentionnée est celle relative à l'acquisition du titre foncier. Jusqu'à maintenant, moins de 15% du territoire national a été formellement enregistré sur cadastre et une grande partie de cet enregistrement foncier n'est pas à jour. Titre un terrain, la propriété collective et le respect de la notion de terres ancestrales ont été les pierres d'achoppement de la reconnaissance de la propriété foncière.

Dans un large limité, ces critères restent valables à ce jour. Le processus de revendication spontanée d'un terrain non titré, en utilisant une mise en valeur d'un niveau rudimentaire ou la revendication de droits ancestraux comme justification, continue et dans certaines régions s'accélère. Beaucoup de terrains non titrés avec une valeur de développement potentiellement élevée sur le littoral et dans ces zones écotouristiques de choix sont dits avoir été revendiqués surtout pour des raisons de spéculation, pour que les droits puissent être vendus à des investisseurs potentiels.

On peut parler aussi de l'environnement des affaires où la politique macro-économique actuelle est saine, a mené le pays vers une croissance durable et constitue un cadre idéal pour l'industrie du tourisme. Le gouvernement doit veiller à ce que les politiques

² Madagascar améliorer l'intégration dans les marchés mondiaux comme une stratégie de réduction de la pauvreté : étude pilote par le cadre intégré. FMI, CCI, CNUCED, PNUD, BM, OMC, première version septembre 2001, chapitre 7 " « le cadre réglementaire » de ce rapport.

sectorielles spécifiques entrent dans ce cadre économique. Les investisseurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux, seront tentés d'investir dans le secteur du tourisme seulement si le cadre macro-économique est favorable aux investissements du secteur privé. La politique macro-économique doit entretenir la stabilité, la confiance et la prévisibilité.

Malheureusement, ce n'a pas été le cas à Madagascar. Les tours opérateurs nationaux et les directeurs d'hôtels doivent fournir une année à l'avance leur structure de prix dans leurs brochures et dans leurs contrats avec les tours opérateurs internationaux. Le secteur privé a vu les incitations avec investissements soudainement révoquées et l'application de la TVA sans une période suffisante pour être en mesure de répercuter les consommateurs, augmentent le coût de la prestation touristique globale.

b) Analyse du tourisme sexuel :

Il est vraiment nécessaire de parler les autres principaux impacts négatifs du développement du tourisme, dans un pays, tels que le développement de tourisme sexuel et l'insécurité aux frontières.

Primo, le principal effet négatif du tourisme réside surtout dans le tourisme sexuel. Le tourisme peut provoquer un accroissement de la prostitution. Ce genre de tourisme est présent dans presque tous les pays, mais à nos jours, on constate un développement du tourisme sexuel dans les pays en développement et Madagascar n'échappe pas à ce fléau. Le développement de la prostitution dans les pays sous développés comme Madagascar peut être expliqué par la persistance de la pauvreté. En effet, cette pratique constitue une source de revenu facile aux pratiquants. Mais, le tourisme sexuel pourra aussi être la résultat d'un véritable réseau établi entre les opérateurs touristiques eux-mêmes. Par conséquent, le tourisme peut être un facteur qui développe les maladies sexuellement transmissibles et particulièrement un secteur importateur du VIH/SIDA.

Secondo, l'existence d'insécurité aux frontières. Le développement du secteur touristique passe nécessairement par la facilitation de l'entrée des étrangers aux frontières nationales. Ces derniers jours, la compagnie Air Madagascar a signalé son intention d'ouvrir des vols directs entre plusieurs grandes villes de la grande île et l'extérieur, de même, l'Etat malgache a pris plusieurs mesures en vue de faciliter l'obtention de visas de séjour à Madagascar pour les étrangers. Cependant, cet accès direct aux frontières n'est pas sans risque. En effet, il est possible que des aéroports ou des ports de plaisances surtout ceux situés dans les régions plus éloignées, ne soient pas dotés de matériels adéquats pour contrôler les allées et venues au niveau de ces frontières. Ainsi ces mesures pourront profiter à des gens mal intentionnés,

laissant les trafics illicites se développer c'est-à-dire des trafics de drogues, trafics des espèces non autorisés à l'exportation, entrée des terroristes.

Pour mieux évaluer les potentialités sous exploités du secteur tourisme, on doit analyser le fonctionnement du financement. Il y a six banques à Madagascar. Un nombre de système de micro crédit essaie de toucher une fraction de la population hors d'atteinte du système bancaire, commercial, mais quoi qu'il en soit le système bancaire malgache est très concentré sur Antananarivo, même par rapport aux normes d'Afriques subsaharienne. Malgré, l'amélioration de sa situation financière, le système bancaire malgache agit encore de façon très conservatrice dans sa politique de prêt, ce qui est considéré par les industriels et les investisseurs touristiques comme une entrave aux efforts d'investissement dont l'économie a si besoin. La plupart des entreprises ne peuvent pas avoir accès aux crédits bancaire et quand elles le peuvent, les coûts sont élevés. Les banques demandent des garanties personnelles de même que des niveaux de nantissement élevés et généralement, ne prêteront pas aux petites sociétés, aux entreprises d'artisanat et à toute autre entreprise, y compris touristique, qui ne dispose pas des ressources importantes. Les banquiers considèrent que l'environnement des affaires est trop risqué pour faire des prêts d'affaires importants. Une exception intéressante est la Bank of Africa ou BOA qui a une activité de micro finance substantielle, prêtant aux associations qui acceptent de couvrir les risques de recouvrement auprès de ses membres. Le crédit est restreint à cause de manque à la fois d'informations et de mécanismes d'application de la loi. Les banques sont incapables d'obtenir des informations fiables sur les nouveaux emprunteurs ou d'évaluer leurs solvabilités de façon précise. Plus important, le système judiciaire est faible et inefficace. Si un emprunteur fait défaut, il est extrêmement difficile et coûteux pour les crédateurs d'obtenir un recours. Le manque de fond de roulement limite sérieusement la capacité des sociétés à s'accroître, en particulier les artisans. Les petites sociétés appartenant à des étrangers ont également des difficultés à accéder au crédit local mais ils sont souvent en mesure d'amener du capital de l'étranger. Mais, parce que les frais bancaires sont élevés, les sociétés n'amènent de l'argent de l'étranger que quand c'est absolument nécessaire et essaient de payer leurs factures à l'étrangères.

Aussi difficile qu'il soit d'obtenir de l'argent à court terme, le financement a long terme est encore plus ardu, les prêts à terme sont très rares et les prêts à plus de cinq ans sont complètement inexistants. Parce que les opérateurs touristiques ne peuvent pas emprunter à court terme auprès des banques pour leur fonds de roulement, ils sont obligés de renoncer à investir pour financer leurs opérations courantes avec leurs fonds internes. Compliquant les

investissements touristiques, les financements hôteliers tendent à exiger des conditions de prêts spécialement conçues, les leçons par les expériences de la SFI dans le secteur du tourisme, SFI 1992. Les hôtels se caractérisent par des coûts fixes élevés, à la fois en termes de capitaux requis pour construire une propriété et de coûts d'exploitation. La SFI conseille, inter alia, qu'elle devrait octroyer et encourager les autres et octroyer des différés de paiement plus long. Un nouvel hôtel prend d'habitude trois ans pour aboutir à un niveau de revenu stable. Des différés de paiement non-conforme augmente la nécessité d'une restructuration financière. Des différés de paiement plus longs et / ou des paiements par tranche doivent être étudiés. le financement demeure une contrainte majeure à l'expansion de secteur touristique à Madagascar, ce qui constitue un objectif important à dépasser pour les communautés villageoises pauvres. L'absence de financement approprié constituera également un frein à la création de clusters d'hôtels et de services rattachés au tourisme d'excellence. En alternative, ils seront financés de façon prépondérante par des capitaux, marginalisant les investisseurs nationaux.

c) Les faiblesses du domaine de transport :

De plus, au niveau de transport aérien intérieur, quelques 37% des touristes utilisent l'avion sur les longs trajets dans Madagascar. Les tours opérateurs internationaux et nationaux et les touristes d'après l'enquête visiter se plaignent des reports de vols et même d'annulations. De plus, l'accès à des stations balnéaires comme Nosy be peut s'avérer être un voyage pénible si le touriste essaie de prendre un vol sans s'arrêter pour la nuit à Antananarivo. Un Européen ferant un vol de 11 heures pour arriver à Madagascar, puis attendrait au moins une heure à l'aéroport parce que l'avion parte à l'heure, puis doit affronter une heure d'avions jusqu'à Nosy be, puis un transfert en voiture et encore peut être un transfert en bateau jusqu'à la destination finale. Ce voyage fastidieux n'a rien à voir avec la règle acceptée dans l'industrie de tourisme selon laquelle la destination finale ne doit pas être à plus d'une heure de l'aéroport ou du port d'arrivée. Les tours opérateurs de Madagascar, se plaignent des changements de tarifs de routes et d'horaires d'Air Madagascar, le voyageur individuel n'a pas à payer le TVA sur les vols intérieurs réservés sur place, mais le tour opérateur doit payer la TVA sur le même vol si la prestation globale est réservée de l'extérieur. La rationalité de cette destination n'est pas connue. Si le gouvernement souhaite encourager les nationaux à prendre les vols intérieurs en enlevant la TVA, un meilleur système doit être trouvé pour limité de tels privilèges à leur égard et non à celui des touristes. Madagascar compte 133 aéroports, sur lesquels, 29 ont une piste bitumée. Seuls quatre

aéroports nationaux sont équipés par recevoir des atterrissages et décollages de nuit et la plupart des aéroports nationaux n'acceptent que des petits appareils, encore une fois limitant tout sauf les déplacements des tous petits groupes. Air Madagascar effectue le service régulier de navette vers et en provenance de 28 de ces aéroports. Cependant, Ivato est son premier centre hub commercial, où sont situées ses installations de maintenance et se passent les changements de vols navettes internationales. Dans chaque aéroport desservi par Air Madagascar, la compagnie possède également de droit exclusif de fournir les services au sol ou ground handling. Depuis que les activités de desserte aérienne intérieure sont ouvertes aux nouveaux venus en 1994, aucune compagnie privée n'est entrée sur le marché. De manière significative, dans une partie de son programme de promotion de l'efficacité. Air Madagascar envisage d'abandonner environ 20 lignes intérieures à basse densité. Si aucune compagnie intérieure ne remplace Air Madagascar sur ces marchés, une perte importante de connectivité et d'accès aux marchés va en résulter pour les 20 communautés concernées. Comme recommandé dans la version provisoire du rapport sur la cadre intégré, au lieu de simplement abandonner ces marchés, une meilleure solution serait par Air Madagascar de vendre des droits de franchise à des transporteurs de remplacement, ce qui inclut la vente de billets, les actions marketing conjointes et les services au sol qu'ils réalisent actuellement, ou simplement, le Gouvernement pourrait libéraliser les prestations aériennes domestiques et encourager les opérations à débiter leurs activités avec l'équipement approprié à la tâche.

Tout qu'Air Madagascar continuera à contrôler les activités de service au sol dans tous les aéroports intérieurs de Madagascar, et tant que ses fonctions ne sont pas régulées, peu d'investisseurs privés voudront essayer de monter une nouvelle compagnie de ligne intérieure.

Compte tenu du mauvais état de l'ensemble du réseau routier, comme la défaillance de l'accès aérien aura un impact négatif sur le secteur touristique.

Dans le réseau routier, il n'y a pas d'accès routier convenable du Nord au Sud, c'est-à-dire entre les deux pôles majeurs de développement touristique. A cause de la mauvaise maintenance et du sous- investissement, le pays a perdu entre 300 et 1000 km de route par an.

En 2003, le réseau national routier consiste en 81 612 km, sur lesquels 11862km sont des routes nationales, 12250km sont des routes provinciales environ 7500km de routes communales. Seulement 12000km peuvent être utilisés toutes l'année et seulement 4074 km sont goudronnés. Tous les tours opérateurs ont fait mention de l'état incertain des routes sur tous les trajets, y compris les plus parcours. Des progrès ont été accomplis en matière de réseau routier, mais avec si peu de routes praticables en tout temps dans un pays aussi vaste.

Plusieurs zones restent inaccessibles. Même pendant la saison sèche des parties de l'île sur les côtés ouest et sud ne sont pas facilement accessibles. Le résultat est que l'île est divisée en un nombre de régions enclavées auxquelles on ne peut accéder que par une combinaison de transport routier, aérien et fluvial maritime. Actuellement, presque 8700km de pistes rurales ont été sélectionnées pour être rénovés sous un projet financé par la Banque mondiale, sur ces pistes 2500km fournissait un accès à Etat communautés qui sont enclavés ces mauvaises état des routes à un impact sur l'état des véhicules utilisés et de ce fait, sur les coûts. Un tour opérateur a décrit un bon circuit comme celui durant lequel les véhicules ne sont tombés en panne. Le gouvernement a récemment accepté d'utiliser le financement des bailleurs pour améliorer le réseau routier. Le tourisme en tirera avantage seulement si les besoins du secteur étaient incus dans les priorités.

Au niveau des autres modes de transport intérieurs dans l'enquête visiteur, quelque 28% des touristes ont dit qu'ils ont « marché » pour parvenir à leur destination. Ce qui suppose qu'ils ont des sacs à dos. D'autres moyens de se déplacer existent à Madagascar.

Comme les chemins de fer, il existe un potentiel pour le voyage par rail à Madagascar. Une voie peut déjà transporter des passagers d'Antananarivo à Périnet et la réhabilitation de la voie Fianarantsoa Côte Est à FCE est maintenant en cours avec le soutien de la Suisse, l'USAID et la Banque Mondiale, avec une micheline comme attraction, elle nécessite cependant des rénovations. Concernant les trajets vers les destinations touristiques sur lesquels des voies existent déjà, les voyages en chemin de fer pourraient constituer une solution importante au problème de la mobilité intérieure. Tandis qu'au niveau des ports, Madagascar dispose de 13 ports provinciaux, dont la responsabilité tombe sous le contrôle du gouvernement local. Plusieurs de ces ports provinciaux ont été privatisés. Cependant, la décentralisation provincial en court de l'activité sur les ports régionaux a crée des incertitudes sur les activités, les financement et les nouveaux investissements. Compte tenu du potentiel du tourisme de croisière, de la pêche et de la voile, les ports pourraient jouer un rôle significatif dans l'expansion du secteur touristique.

On constate qu'il y a encore d'autres obstacles et des impacts négatifs engendrant des faiblesses sur le développement du secteur touristique à Madagascar et qui touchent évidemment les communautés villageoises malagasy : l'insuffisance d'actions de promotion, comme il a été mentionnée à propos de l'administration du secteur, la Maison du Tourisme de Madagascar est en charge de la promotion, mais ne dispose pas des fonds actuellement pour

promouvoir le pays. L'inexistence de promotion, du pays par le Gouvernement comme une destination par se a été mentionnée par les tours opérateurs internationaux comme un obstacle majeur à l'augmentation du tourisme. Les pays qui ont de succès dans le tourisme combinent normalement les efforts et les financements des secteurs publics et privés pour promouvoir le pays. Deux destinations de vie sauvage, le Kenya et l'Afrique du Sud, encore il y a quelques années ont respectivement dépensé US\$ 10 et 23 millions pour la promotion du tourisme. Le budget de promotion de Madagascar pour 2002 était environ US\$ 100 000. Si Madagascar réussit à enlever les obstacles à une expansion de son secteur touristique, il sera essentiel d'appuyer les nouveaux investissements avec une campagne de promotion et marketing effectif.

CHAPITRE II : LE DYNAMISME DU SECTEUR TOURISTIQUE DANS LA CREATION D'EMPLOI SOUS UNE PRESERVATION INTEGRALE DE L'ENVIRONNEMENT

Section 1 Les avantages de l'établissement des hôtelleries et des entreprises des voyages animateurs touristiques à Madagascar

Comme dans tout processus de production, l'exploitation des matières premières nécessite des facteurs de productions tels que : le capital financier et les ressources humaines, lesquels sont apportés par les producteurs, qui sont les opérateurs touristiques. Il s'agit notamment des opérateurs économiques qui opèrent dans le domaine hôtelier, les entreprises de voyages et de prestation touristiques ainsi que les entreprises de transports.

a) Les apports positifs d'établissements hôteliers :

Ces éléments apportent de la croissance économique par le biais du secteur tourisme, qui engendrent un développement durable direct aux communautés villageoises malagasy. En parlant des établissements d'hébergement et de restauration constituent les principaux producteurs dans le domaine du tourisme. Leur existence constitue un passage obligé par le développement des activités des autres opérateurs touristiques.

Par définition, d'après le code du tourisme à Madagascar³. Les établissements d'hébergement sont constitués par les entreprises commerciales qui offrent des chambres, des appartements des sites et des bungalows, ces établissements comprennent les hôtels, les pensions de famille, les motels, les résidences du tourisme, les villages de vacances, les gîtes, les résidences affectées à la location, les chambres d'hôtels, les terrains de camping, les auberges. Le même code définit l'hôtel comme étant un établissement commercial offrant des chambres, des appartements meublés ou suites en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais n'y élit pas domicile. L'hôtel peut comporter un service de restauration, un bar et des services complémentaires et peut être exploité toute l'année ou de façon saisonnière.

A Madagascar, les hôtels sont classés par catégories étoiles où Ravinala, de 1 à 5 par la catégorie étoile, et de 1 à 3 par la catégorie Ravinala. Le classement étoile répond aux exigences des normes internationales selon le degré d'équipement, de confort, de qualité de services et d'entretien. Le classement Ravinala quant à lui est un classement local réservé aux établissements dont l'équipement et le confort sont de qualité simple par rapport à ceux exigés par les normes internationales. A part les hôtels classés étoiles ou Ravinala, il existe d'autres hôtels non classés. Ceci est dû, soit parce que ces hôtels ne répondent pas aux normes requises peut être accrédités d'un label étoile Ravinala, il existe d'autres hôtels étaient fonctionnels seulement après la dernière classification faite par le Ministère du Tourisme. En effet, aucun classement n'a été effectué à Madagascar depuis 1999. Le code du tourisme fixe les normes de classifications des établissements d'hébergement selon l'arrêté n°4902/2001 minitour fixant les modalités d'exploitation, les normes des établissements d'hébergement faisant l'objet de classement et les aptitudes professionnelles des responsables.

b) L'évolution du nombre des hôtels à Madagascar de 1999 à 2005 :

En regardant l'évolution du nombre d'hôtels à Madagascar entre 1999 à 2005, le tableau ci-dessous montre l'évolution de nombre d'hôtels et de nombre de chambre entre ces dates :

Tableau 11 : Evolution du nombre des hôtels à Madagascar de 1999 à 2005

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre d'hôtels	556	644	695	717	768	853	937

³ Loi 95-017 du 25 Mai 1995 portant code du tourisme, in journal officiel de la république de Madagascar, numéro 2346, février 1996 p.182

Nombre de chambres	7207	7779	8435	8780	9325	10230	10879
--------------------	------	------	------	------	------	-------	-------

Source : MCT où Ministère de la culture et du tourisme / guide Tourisme Décembre 2005

En 2005, Madagascar compte 937 hôtels offrant un total de 10879 chambres. Depuis 1999, chaque hôtels comporte en moyenne 12chambres. En terme de croissance, entre 1999 et 2000, le nombre d'hôtels à Madagascar a augmenté de 15,82%, cette croissance élevée peut être expliquée par un climat d'optimisme de la part des opérateurs touristiques, vu que depuis 1997, le nombre des touristes internationaux venus à Madagascar n' cessé de croître. Entre 2001 et 2003, le nombre d'hôtels n'a augmentée que de 10,5%. Plusieurs raisons peuvent être victime de l'épidémie de choléra, ce qui a sûrement provoqué une hésitation de la part des investisseurs d'autant plus que le délai d'éradication de cette épidémie n'était pas connu.

Ensuite, en 2002, la crise politico-économique de 2002 à entraîne une inflation, rendant difficile toute construction de bâtiment dans le pays. Après ces évènements, la reprise de confiance de la part des opérateurs aussi bien nationaux qu'internationaux se fait à petit pas. Ceci montre la fragilité du secteur tourisme malgache.

Il faut noter que aussi qu'on peut répartir des hôtels par catégories. Comme le tableau suivant l'indique.

Tableau 12 : Répartition des chambres par catégories

Classement	5E	4E	3E	2E	1E	3R	2R	1R	NC	TOTAL
Nombre d'hôtels	2	4	22	38	45	42	39	28	548	768
Nombre de chambres	287	243	686	867	957	538	327	214	5206	9325

NC : Non Classée

R : Ravinala E : Etoile

Source : Ministère du tourisme : coordination générale des projets, service informatique que 2004.

L'existence d'hôtels n'est pas suffisante pour attirer les touristes, il en faut plus car la qualité de ces hôtels constitue un facteur important dans la décision des clients. On sait que les hôtels et établissements d'hébergement sont classés par étoiles suivant les normes internationales, soit par Ravinala selon les normes locales. A Madagascar, un hôtel est classé de 1 à 5 étoiles totalisant chambres. 109 sont classés de 1 à 3 Ravinala offrant 1079 chambres.

On constate bien l'insuffisance de grands hôtels seulement 2 hôtels, totalisent 287 chambres sont classés 5 étoiles et 4 hôtels de 243 chambres au total sont classés 4 étoiles.

L'établissements des hôtels et d'hébergement favorisent de mieux en mieux le développement touristique et qui sont bénéfiques aux communautés villageoises malagasy car ils augmentent effectivement les nombres d'offrir de travail ou d'emploi pour les populations prêtent travailler. Le dynamisme du secteur tourisme par le biais de l'établissement hôteliers sont très avantageux par les communautés villageoises malagasy.

Si on ne tient pas compte des hôtels non classés, les chambres dans les hôtels classés 1 étoile sont le plus nombreuse avec 23% des chambres existantes, et par ordre décroissant, celles des hôtels 2 étoiles 21%, des hôtels 3 étoiles, 17%, des hôtels 3 ravinala 13%, des 2 ravinala 8%, des 5 étoiles 7%, des 4 étoiles 5 représentent à eux seuls 13% de la totalité des chambres disponibles à Madagascar. De plus, le nombre de chambre offertes par les deux hôtels 5 étoiles dépassent largement celles offerts par les 28 hôtels 1 ravinala. Si on ajoute les hôtels non classés on constate qu'à Madagascar, 7 hôtels sur 10 ne sont classés ni dans la catégories ravinala, ni dans la catégorie étoile.

Il faut signaler aussi l'existence des entreprises de voyages et des prestations touristiques abrégés généralement EVPT. Elles comprennent les voyagistes ou tour operator, les agences de voyage, les entreprises de location de voiture et de matériel d'équipement touristique, les entreprises de prestations touristiques spécialisées, et les entreprises d'animation touristique.

Le code du tourisme donne la définition de ces différents types d'EVPT. Les voyagistes ou tour operator : « ce sont des personnes morales ou physiques que conçoivent, fabriquent et organisent des voyages ou séjours individuels ou collectifs vendus soit aux Agences de voyages installés à Madagascar et / ou à l'étranger, soit directement à la clientèle.

Les voyagistes offrent des produits touristiques variés répondant aux besoins des consommateurs »⁴.

Les réceptifs : « ce sont des personnes morales ou physique prestataires de services touristiques en qualité d'intermédiaire local qui assure l'organisation sur place des produits vendus par les voyagistes ». Ainsi, on peut dire qu'ils constituent une sorte d'intermédiaire

⁴ Loi 95-017 du 25 Mai 1995 portant code du tourisme ; in journal officiel de la République démocratique de Madagascar. Numéro 2346, Février 1996, p.166-192

entre les tours opérateur et les consommateurs des produits qui leur sont fabriqués. Les réceptifs organisent par exemple les circuits, les moyens de transports.

Les agences de voyages : « ce sont des entreprises locales intermédiaires entre la clientèle et le voyagistes. Elles assurent la vente des produits des voyagistes installés à Madagascar où à l'étranger. Ainsi, ils assurent les prestations de services liées au moyen de transports, la location des moyens de transport, et les réservations de chambres d'hôtels ».

Les entreprises de transport : « Il s'agit des entreprises de transports routiers, ferroviaires, aériens, maritimes ». L'existence des moyens de transport, non seulement qui relie le pays avec l'extérieur, mais aussi les villes et les sites touristiques est déterminante. En ce qui concerne la liaison extérieur, le transport aérien est le plus prisé.

c) L'évolution du nombre des EVPT à Madagascar de 1999 à 2005.

Tableau 13: Evolution du nombre des EVPT à Madagascar de 1999 à 2005

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre EVPT	331	370	413	522	553	589	713

Source : MCT ou Ministère de la Culture et du Tourisme, Informations statistiques touristiques Août 2004

Entre 1999 et 2001, les rythmes de croissance étant stable, elle était de l'ordre de 12% par an. Entre 2001 et 2002, les EVPT ont augmenté de 26% et en 2003, les EVPT n'ont augmenté que de 6%. Une fois de plus, ceci est dû à la crise de 2002 qui a freiné les investissements dans les pays durant cette période. Entre 2004 et décembre 2005, on a constaté une hausse de l'EVPT de 28,9%.

Il faut mettre en évidence l'existence des entreprises de transports qui dynamisent logiquement le secteur tourisme, et qui présentent des avantages et des atouts pour les communautés villageoises malagasy. Elles assurent les besoins de consommation dans le cadre de nombreuse destination touristiques intérieurs ainsi qu'extérieures. Les entreprises de transports se distinguent par les transports internationaux et les transports utilisés pour les déplacements intérieurs. Concernant le déplacement intérieur, les moyens de transports offerts aux touristes à Madagascar sont essentiellement : les transports aériens, routiers, maritimes, ferroviaires.

Les transports aériens domestiques, la compagnie Air Madagascar détient la plus grande part du marché et est la seule compagnie aérienne qui exploite des vols réguliers. Elle assure la liaison de chaque grande ville de Madagascar à la capitale par au moins un vol quotidien. Sur les pôles économiques de zones côtières qui sont Mahajanga et Tamatave, il y a même deux vols par jour. À part cette compagnie les touristes peuvent recevoir à la location de petits avions. À Madagascar, les entreprises qui lavent des avions, détenteurs de Permis Civil de Transports Aériens Public (PCCTAP), délivré par l'autorité de l'aviation civile, sont au nombre de sept⁵

Concernant, le nombre d'aérodrome⁶, Madagascar compte 133 aéroports. De ce total, 29 sont dotés de pistes revêtues. L'aéroport d'Ivato est la passerelle internationale du pays. Cet aéroport est le seul aéroport à Madagascar qui mesure plus de 3047m. L'aéroport d'Ivato et celui de Nosy Be sont les seuls aéroports à Madagascar susceptible d'accueillir des appareils gros porteurs. Tel que les Boeing 767 et par conséquent des vols long-courriers

À propos des transports ; il existe le taxi brousses pour relier les différentes villes touristiques ; les taxis ; les entreprises de location de voiture. La longueur totale du réseau routier de Madagascar est d'environ 31 400 km. Toutefois, 700 km du réseau routier malgache.

Section 2 : les atouts d'adoption d'un système de gestion environnemental dans l'hébergement touristique

Le secteur du tourisme a besoin d'être mieux informé sur les procédures pour obtenir une accréditation par une gestion environnementale améliorer dont le seul but, c'est de satisfaire les communautés villageoises et d'atteindre le développement durable direct.

a) Environnement : facteur moteur de développement touristique

L'environnement est l'élément nécessaire et aussi facteur moteur de l'établissement de développement durable direct. Une fois que le processus a débuté, les hôtels et les services touristiques peuvent espérer recevoir des prix environnementaux. Fondamentalement, les entités hôtelières et de services adopteront des systèmes de gestion environnementale à

⁵ Aéromarine, Air hôtel, HFF travel AIRWAY, Madagascar Flying services, Madagascar Helicopter, Malagasy Air Lines, service et transport aérien sun and sea, source Aviation Civile de Madagascar.25 juin 2004

⁶ Source : <http://www.lagazette-dgi.com.du> 14 juin 2004

environnemental management systèmes en Anglais abrégé généralement EMS, conformes aux normes internationales, comme ceux établis par spécifiquement pour le secteur du tourisme.

Les processus peut être entrepris individuellement, comme c'est généralement le cas pour les hôtels indépendants, a collectivement. Comme cela est fait pour un groupe d'hôtels sans liens à Négril en Jamaïque, avec un financement de l'USAID et a été fait par des chaînes hôtelières, comme les hôtels Taj en Inde et Intercontinental, entre autre. A cause de la petite taille des hôtels et des prestataires de services touristiques à Madagascar, une approche collective serait la plus efficace en matière de coûts. Les décisions concernant la participation au processus seraient complètement volontaires. Une quantité énorme d'informations est actuellement disponible sur le sujet. Le rapport trimestriel de l'international Hôtel Environnemental Initiative abrégé IHEI, dont l'abonnement annuel est de GBP 25, donne l'exemple des bonnes pratiques sans le monde. Il comporte également des articles techniques sur des aspects spécialisés sur le vent, comme la gestion des eaux usées, les éclairages économes en matière d'énergie, la réduction des déchets de cuisine, le chauffage, la ventilation et l'air conditionné. Un grand nombre de sites web donnent également des informations sur le sujet. Mais le secteur pour contacter les sources, interpréter les informations et établir un EMS adéquat. Voir par exemple le site web www.ecotourisme.org.

Idéalement, même s'ils n'ont pas été consultés. Une agence de bailleur pourrait financer les services d'un expert dans le greening. Comme exemple l'Association des hôtels Caraïbes et Américain Express ont conjointement financé la préparation d'une trousse environnementale pour les hôtels des caraïbes par un consultant local. De tels aideront les directions locaux des EMS pour résoudre des questions et suivre un plan d'actions. Le rôle de l'expert serait d'assister les directeurs à la mise en place des EMS, quelque soit la taille de l'exploitation, puis de el former en même temps que les cadres pour intégrer le système dans les opérations journalières de l'hôtel ou de service touristique. Les EMS améliorent la gestion d'une façon générale et pas seulement sur le plan environnemental, normalement conduisent à de meilleurs profits et ont également des impacts sur les pratiques de gestion sanitaire et des déchets dans les foyers et communautés du personnel hôtelier.

Il faut noter que l'organisation mondiale du tourisme s'est dotée d'une charte du tourisme équitable après avoir remarqué le nombre croissant de déplacement à l'étranger et la menace qu'ils représentent pour le maintien des écosystèmes et les pratiques culturelles locales. Bref, le tourisme durable est une conception du développement touristique qui rejoint

toutes les formes de tourisme en visant à sauvegarder l'intégrité des cultures, à protéger l'environnement et à répartir équitablement les retombées économiques de cette industrie. La croissance rapide de l'industrie touristique et son expansion dans toutes les régions du monde exercent en effet une pression souvent insoutenable sur des environnements fragiles comme des îles et des lagons, particulièrement attrayants et sur des populations locales. A terme, ces pressions tuent dans l'oeuf les attraits pour lesquels déplacent justement les touristes.

b) La contribution de la charte du tourisme équitable au développement du secteur touristique :

Pour mieux faire profiter les populations locales et pour centrer ce phénomène de pression sur l'environnement, la charte du tourisme durable vise à instaurer des rapports plus équitables entre tous les intervenants, qu'ils agissent à l'échelon local ou international. Cela suppose d'abord un partage équitable des bénéfices de cette industrie très lucrative, de façon à ce que le tourisme favorise réellement la cohésion économique et sociale entre les peuples.

Pour les touristes, tous genres confondent, cela implique de faire des choix de consommation responsables, en matière de produits touristiques, et d'adopter sur place un comportement respectueux à l'égard de l'environnement et des cultures locales. Les intervenants doivent à leur tour contribuer à l'épanouissement et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales en favorisant l'embauche de personnel local ; l'achat local et la redistribution équitable des revenus d'opération. Ils doivent, conjointement avec les populations et les autorités publiques locales, participer à la conservation et à la préservation de l'environnement, à la sécurité, à la protection sanitaire ; à la gestion des déchets et à l'hygiène alimentaire. Les médias devraient également fournir des informations honnêtes sur les destinations, notamment sur leur climat politique et bannir le tourisme sexuel.

c) Les avantages apportés par la sensibilisation des jeunes malgaches à l'environnement pour développer le secteur tourisme :

Pour mieux développer le secteur tourisme, il faut sensibiliser les jeunes malgaches l'environnement. L'écotourisme est une voie pour le développement économique à Madagascar. On renforce les découvertes de la biodiversité exceptionnelle de Madagascar, tel est le projet de l'association MADSONW où Madagascar Save Our Naturel Welth. Elle s'y engage depuis plus de dix ans à travers des voyageurs dans toutes les grandes îles réservées

aux collégiens et lycéens. Un exemple encourageant qui montre l'avenir à l'écotourisme à Madagascar. Masxonw est créée en 1995 par deux bacheliers qui souhaitent montrer la beauté de l'île et éduquer les jeunes malgaches aux problèmes liés à l'environnement. Le principe est simple, au lieu d'être une vague théorie abstraite, l'éducation se fait par la pratique, sur le terrain, au contact de la faune, de la flore et des habitants. Les ambitions et la philosophie de Masxonw sont : contribuer à la protection de la richesse naturelle malgache, sensibiliser les jeunes à la conservation de cette nature pour que, de leur propre gré, ils décident à leur tour de la sauvegarder. A cause du manque de moyens financiers, les Malgaches n'ont guère la possibilité de partir à la découverte de leur pays, donc le voyage annuel qu'il organise permet à des jeunes de le faire. Pour cette année 2006, l'expédition conduira les aventuriers en herbe dans le Nord du pays, de la montagne d'Ambre à Nosy Be en passant par les Tsingy d'Ankarana et la plage de Ramena. Tout est compris dans le prix demandé aux participants, à savoir 250 000 ariary : l'hébergement, le transport, la restauration ainsi que l'encadrement.

Une association jeune et dynamique, moyenne d'âge 25 ans, à but non lucratif qui subsiste grâce aux cotisations annuelles de 10 000 ariary de ses membres actifs, et à une aide financière des parents et amis. On fait l'éducation des jeunes parce que c'est difficile de le faire avec les parents. On dirait que 50% au moins des participants changent leur regard sur l'environnement après le voyage. Tout part d'un manque éducationnel. Les enfants ne continuent pas l'école assez tard et ils ne sont pas sensibilisés. Les problèmes à l'environnement sont liés à ceux de l'éducation.

Généralement, le principal danger qui menace la faune et la flore malgache est le feu de brousse. L'état ne délivre aucun message à ce sujet, donc les paysans ne sont pas conscients de la nocivité que représente cette pratique. Un projet qui profite aussi aux villages dans lesquels ils logent. A chaque passage dans une commune, ils font des petites actions, comme nettoyer des écoles et des jardins. C'est un autre problème capital car les gens ont peu la notion de propreté. L'environnement, c'est tout ce qu'il y a autour de nous. Certaines espèces de lémuriens sont en voie de disparition, le baobab reste une plante menacée. Neuf variétés existent dans le monde, sept sont endémiques à Madagascar. On est conscient que la nature malgache n'a pas son pareil qu'elle est exceptionnelle, c'est ce qui pousse à agir.

Il faut savoir qu'il y a 41 aires protégées surtout le territoire, priorité du gouvernement et d'organismes tels WWF et l'ANGAP. L'écotourisme est en plein essor à Madagascar,

même si sa mise en place n'en est pas encore qu'à ses balbutiements. Par exemple, l'association Madsonw met en exergue la popularité de cette pratique qui commence à se faire sentir chez les Malgache, mais qui représente une activité de plus en plus à la mode dans le pays du Nord. La qualité des produits et leurs prix jouent un rôle essentiel dans la prise de décision des touristes étrangers qui viennent visiter la grande île. Même si Madagascar a accueilli près de 280 000 touristes en 2005, sans une amélioration quantitative et qualitative des services touristiques, Madagascar ne pourra pas compter attirer un tourisme de luxe ou d'affaires. Seule une clientèle dévolue à l'écotourisme semble être disposée à se satisfaire de standards ne répondant pas aux normes internationales. Les zones protégées attirent les écotouristes, mais est-ce que l'écotourisme profite aux populations locales et aux communautés villageoises malgaches ? Les régions où se situent les aires protégées sont très peuplées et intensément cultivées. Il faut donc concilier les intérêts des agriculteurs avec ceux de l'industrie touristique. La formule retenue par les autorités est celle de l'écotourisme participatif. Aux termes de ce principe, les recettes provenant de l'écotourisme sont divisées avec les populations locales pour compenser certaines restrictions relatives à l'utilisation des terres appartenant aux parcs et régions protégées, assurant ainsi des gains financiers aux villageois. Par exemple, le parc national de Ranomafana, créé en 1986 pour protéger les lémurs.

La moitié des recettes provenant de l'exploitation du parc est réservée au développement de la zone qui entoure le parc, dont le sol est très riche. On y cultive le riz irrigué et le café, on y pratique l'horticulture et les cultures itinéraires. Les villageois investissent leur argent dans la riziculture, dans l'exploitation agricole des forêts, dans la construction de petits barrages, d'écoles et des services de santé, et dans le développement de mécanisme de crédit. En fin de compte, sans ce type d'initiative susceptible de rendre l'écotourisme acceptable aux populations locales, celui-ci risquerait de ne constituer qu'un gadget promotionnel à leurs yeux. L'écotourisme n'est en réalité qu'un segment du tourisme durable qui se définit, selon l'OMT ou l'Organisation Mondiale du Tourisme, comme satisfaisant aux besoins présents des touristes et des régions hôtes, tout en protégeant et en mettant en valeur les opportunités pour le futur. L'OMT précise trois critères prépondérants de l'écotourisme, à savoir le bénéfice aux communautés locales le respect de l'environnement et la qualité de l'expérience du touriste dont le voyage s'inscrit dans une démarche cognitive.

Mais la conservation par les aires protégées peut réussir si elle arrive à démontrer qu'elle peut générer plus de revenus que les usages traditionnels non conservateurs des

ressources forestières. Ce qui n'est pas toujours le cas, notamment avec la culture sur brûlis, pour laquelle aucune alternative n'a vraiment encore été trouvée.

L'Association Nationale par la gestion des Aires Protégées abrégée ANGAP alloue la moitié des revenus tirés des entrées dans les parcs à la population locale, ce qui permet un profit partagé. Et des organismes comme l'ANGAP et le WWF travaillent actuellement avec les professionnels du tourisme pour pouvoir présenter des produits écotouristiques attractifs et compétitifs au niveau international avec l'espoir de devenir d'ici une dizaine d'année la référence en la matière. L'écotourisme pourrait bien devenir le produit phare du tourisme malgache. L'authenticité et l'originalité tant des sites que de la faune et de la flore dans les différents parcs et réserves nationaux attirent l'aide des bailleurs de fonds qui misent sur ce concept. Beaucoup d'appuis techniques et financiers sont disposés dans ces secteurs, d'une part pour aider à préserver l'existence de certaines espèces animales et végétales et d'autre part pour mettre aux normes les parcs leur permettant ainsi d'accéder aux marchés internationaux de l'écotourisme proprement dits. Les actions menées dans ce domaine génèrent des revenus qui vont en grande partie directement auprès de la population locale à travers des créations d'emplois comme les guides locaux, personnel pour la gestion des parcs, du développement de l'artisanat de l'hôtellerie locale. Il reste à savoir si les autorités compétentes sauront tirer profit de ce concept pour aider en partie l'économie à sortir de son marasme actuel et de mettre en place un bon développement durable direct aux communautés villageoises malgasy.

Section 3 : Analyses fondamentales des réserves foncières touristiques

Depuis l'indépendance, les étrangers ont été formellement écartés de la propriété foncière directe. Néanmoins, par promotion des IDE, en 1996, le Gouvernement a permis aux étrangers, en principe, d'obtenir un bail à long terme pour des périodes allant de 15 à 99 ans.

a) Les atouts apportés par les RFT :

Un système décentralisé de Guichets uniques de bail emphytéotique ou GUBE a été créé pour aider les candidats dans les procédures requises pour obtenir le bail. Les terrains situés sur une bande définie de littoral, la zone de pangéométriques, qui couvrent les 80 mètres à l'intérieur des terres à partir de la plus haute marée ; appartiennent à l'Etat et peuvent aussi faire l'objet de baux. Sur le papier, il devait être possible d'obtenir le bail en 60 jours. Dans la réalité, c'est rarement le cas, particulièrement quand il s'agit de terrains

domaniaux non enregistrés. Pour obtenir un bail emphytéotique sur un terrain domanial non enregistré. Il est nécessaire de soumettre la demande de façon répétée à l'approbation des communautés environnantes, un processus non transparents qui peut conduire à des délais de plusieurs années ou plus. De façon plus importante, à cause des revendications partielles inconnues, les investisseurs sont confrontés à un manque de sécurisation des baux. La loi sur les baux donne au Gouvernement des pouvoirs discrétionnaires de révoquer le bail en cas de non exécution de tout aspect de l'accord, en cas de toute inexécution des conditions de contrat de bail ainsi que toute détérioration grave commise par le preneur sur le fonds. Jusqu'à maintenant, la valeur légale de ces baux emphytéotiques n'a pas été testée au tribunal suite à une révocation de bail par le Gouvernement et à des revendications relatives à des mises en valeurs antérieures ou des droits ancestraux. Ajoutant à ces insécurités, le système de bail n'est pas prétendu donner une garantie que les banquiers, par exemple, demandent pour leurs prêts si cela fonctionnée bien dans les autres pays.

Il fait énumérer qu'il y a une nouvelle disposition pour l'acquisition foncière. Le Ministère de Tourisme, en collaboration avec le secteur privé et le représentant d'un ONG et avec l'assistance des bailleurs comme la France ; Allemagne et USAID a initié une nouvelle disposition d'acquisition foncière (Réserves Foncières Touristiques ou RF) pour résoudre le problème de terrains disponibles aux investisseurs. Les terrains ont été obtenus des locaux avec la promesse que le développement touristique leur apportera ainsi qu'à leur communauté des avançages. L'appel d'offre public initial sur les premiers terrains, sur une page web dédiée à cet effet, a attiré quelques soumissions qui ont été annulées après revue. Les RFTS sont en principe un bon moyen pour casser les barrières les plus sérieuses par les investisseurs, même si la procédure comporte également des risques. Pour contenir la spéculation, le Gouvernement doit avoir également des risques un droit de préemption par le rachat de propriétés, qui sont revendues ou ne sont pas développés. Les RFTS doivent être proposées uniquement aux investisseurs dont les plans sont conformes aux objectifs stratégiques du Ministère et au cahier de charges. Les transactions doivent être perçues comme étant dans les conditions normales de la concurrence.

La gestion d'une RFT doit être soigneusement formulée. La responsabilité correspondant au financement des coûts d'infrastructures dans la RFT et aux infrastructures

d'accès à la RFT reste à déterminer ⁷, (j) : Le Ministère projette de créer un office chargé de la Gestion et de la promotion des RFTS chargé de mettre en oeuvre la viabilisation de chaque site et de les commercialiser.

Les plans d'aménagement et schémas directeurs doivent être des manuels de procédures qui préservent des solutions mais aussi reconnaissent les priorités de l'investisseur. En laissant de multiples options institutionnelles. Il est essentiel d'avoir une structure autonome qui laisse les directeurs libres de développer les sites sans interférences politique. Le Ministère du Tourisme a mis en oeuvre 32 projets de RFTS dont 18 dans la province de Toliara dans le sud de l'île, ce qui semble être pour les auteurs relativement ambitieux comme objectifs. A l'opposé de pratique acceptée ailleurs, le Ministère des Finances a refusé de classer le tourisme comme industrie d'exportation sur place. Les entreprises franches reçoivent des mesures initiatives effectives. Compte tenu de l'importance économique de tourisme à Madagascar, et de son rang dans les recettes en devises équivalent à celui des entreprises franches ; il semblerait y avoir des raisons à octroyer les mêmes mesures aux investisseurs touristiques. Les RFTS pourraient obtenir les mêmes mesures que les entreprises franches et devenir des zones franches touristiques. En conséquence, l'accès au financement serait renforcé puisque les infrastructures seront comprises dans l'aménagement foncier.

En tant que stratégie, les RFTS devraient être confinées aux zones à fort potentiel touristique, leur nombre devrait être limité de même que le nombre de sites pour faire en sorte que les investissements initiaux soient rentables. L'objectif serait de créer un regroupement cluster d'hébergement et de services attachés au tourisme de qualité supérieure pour faire de chaque RFT une attraction touristique majeure. Autour des unités d'hébergement, il devrait y avoir des prestations de services de soutien comme les restaurants et les services financiers, de télécommunication et de transport, de même que des services médicaux d'urgence. Le site devrait également proposer des guides bien formés. Le rassemblement de petites unités d'hébergement dans un cluster, avec les services de soutien, pourrait rendre faisable le déplacement de plus de groupes un peu plus important de touristes sur une même destination.

Il est vraiment nécessaire d'analyser les parcs nationaux. Les statistiques des parcs nationaux indiquent que 85532 personnes ont visité 22 sites en 2000, sur la base des talons

⁷ Le Ministère projette de créer un office chargé de la gestion et de le promotion des RFT , chargé de mettre en œuvre la viabilisation de chaque site et de les commercialiser

des billets. Sur ce total 54440 ont été des étrangers, 218 des chercheurs et producteurs de films, et 32306 ont été des nationaux. Le nombre de visiteurs a augmenté de façon constante dans les catégories à partir d'un total de 5898 en 1992.

b) Evolution des visiteurs dans les parcs et les réserves nationaux de Madagascar

Le tableau ci-dessous montre le nombre des visiteurs dans les parcs et Réserves Nationaux de Madagascar pendant l'année 1992 jusqu'en 2002.

Tableau 14 : Visiteurs dans les parcs et Réserves Nationaux de Madagascar 1992-2002

Année/catégorie	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Etrangers	4619	10985	12702	20747	25366	31055	41356	49848	51956	60549	7888
Nationaux	1290	3930	4615	15408	16484	19209	28297	29138	33290	36607	11857
Recherche/films	19	47	101	81	84	52	111	184	290	246	111
Total	5898	14962	17418	36236	41938	50333	69981	81058	86964	97402	19856

Source : ANGAP

Cinq parcs ont attiré plus de 88% des visiteurs. En ordre décroissant, il s'agit de :

- Andasibe – Mantadia, également connu sous le nom de Pirenet, le parc le plus proche d'Antananarivo.
- Isalo au sud de la région centrale
- Ranomafana au centre Est
- Montagne d'Ambre au nord Ouest
- Ankarana ou Nord Ouest

L'enquête sur les visiteurs de 2000 ; qui a une couverture plus large que celle de l'ANGAP, montre la répartition des touristes par région. Cette enquête indique que le Sud est la principale destination (38% de la totalité des visiteurs) ; suivie par le Nord (21%) ; l'Est (19%) ; l'OUest (14%) et les hauts plateaux (7%). L'enquête sur les visiteurs liste également les sites les plus fréquentés, les cinq premiers étant :

- Nosy Be au nord OUest 22,5% de la totalité
- Tuléar au sud OUest 21,0% de la totalité
- L'île Sainte Marie au Nord Est 26,0% de la totalité
- Le massif de l'Isalo au sud de la région centrale 13,0% de la totalité
- Antsirabe 169km au sud d'Antananarivo 10,0% de la totalité

Les indicateurs exposés ci-dessus montrent que le tourisme est une activité économique qui actuellement profite à différentes régions et communautés dans toute l'île. Compte tenu de la vérité du capital et du relatif petit nombre de touristes venant actuellement à Madagascar, le tourisme dispose encore d'un potentiel considérable pour dynamiser la croissance économique dans un certain nombre de régions et pour en faire bénéficier plus de communautés à travers l'île.

c) Le développement écotouristique au niveau de l'exploitation du parc national :

Le développement écotouristique est très utile au niveau de l'exploitation du parc national. Considérons par exemple le développement écotouristique dans le parc national de l'Andringitra et les zones périphériques : L'écotourisme a été officiellement reconnu comme un des objectifs de gestion du parc national de l'Andringitra quand il a été inauguré en octobre 1999. Les quatre autres objectifs sont : la conservation ; l'éducation, la recherche, et le développement. Compte tenu des attractions dans le parc et la région environnante, le tourisme a la possibilité de donner des avantages économiques significatifs sur le long terme et durables pour les populations locales et les entités régionales s'il est développé de façon responsable.

Toutes les infrastructures écotouristiques à l'intérieur du parc, comme les chemins et les constructions sur le site de campement, sont gérées par le WWF ou World Wildlife Fund et

l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées ou ANGAP. Dans la zone périphérique du parc, les infrastructures sont un effort de coopération entre la gestion du parc, les résidents locaux et les investisseurs privés. Le développement des infrastructures du parc est financé par le kreditanstalt Fir Wideaufbau ou KFW/BMZ allemand, WWF Allemagne et le gouvernement Nature Madagascar, en collaboration mais par la Société Internationale de l'Écotourisme : « L'écotourisme est un déplacement responsable vers des zones naturelles qui protègent l'environnement et améliorent le bien-être de la population locale ».

Reconnaissant que l'introduction de tourisme peut avoir des effets à la fois positifs et négatifs sur l'environnement et la culture, trois principaux objectifs touristiques ont été développés par l'équipe en charge de la gestion du Parc de l'Andringitra pour :

- protéger les valeurs culturelles et les ressources naturelles
- stimuler les avantages économiques pour les résidents locaux
- - garantir une visite de qualité et sûre pour tous les clients.

Dans les premières années de l'écotourisme dans l'Andringitra, la gestion du parc s'est concentrée sur le développement des infrastructures touristiques à l'intérieur du parc pour s'assurer que le maximum sera fait pour protéger les visiteurs des accidents sur un terrain de montagne, pour protéger un fragile écosystème de montagne et pour préparer le personnel du parc et les résidents locaux au tourisme. La gestion du parc a intentionnellement introduit le tourisme progressivement dans l'Andringitra de manière lente ; méthodique et délibérée pour éviter des changements rapides et non planifiés qui pourraient affecter de façon négative l'environnement et les valeurs culturelles de la zone périphérique. Cela contribue aussi à aider les résidents locaux à mieux comprendre et accepter leur rôle dans la gestion de tourisme.

Aucune action marketing n'a été entreprise jusqu'à ce que les infrastructures, les contraintes et les besoins en matière de ressources et la culture des résidents locaux, plus que sur la demande, essayant seulement d'augmenter le nombre de touristes ou d'attirer un tourisme de masse. Le boucle à oreille en l'absence d'actions marketing, une augmentation spéculative du nombre annuel de visiteurs a été constatée de 1998 avec 89 touristes à 2000 avec 1495 touristes. En août 2001, plus de 70 km de pistes de randonnée et 4 terrains de camping en plein air ont été construits dans le parc et la communauté locale a été impliquée dans tous les aspects de la planification écotouristique à la fois dans le parc et dans la zone

périphérique. Le parc et les résidents locaux sont maintenant prêts pour accueillir un nombre plus important de touristes.

Dans le contexte régional, le parc national de l'Andringitra est situé sur le massif de l'Andringitra dans le sud est de Madagascar. La limite nord du parc se trouve à 100 km au sud ouest de la capitale provinciale de Fianarantsoa et à 50 km du village d'Ambalavao.

L'Andringitra se trouve le long de grand circuit sud de Madagascar qui s'étend de Fianarantsoa à Toliara et traverse les parcs nationaux de Ranomafana et de l'Isalo. Dans la petite ville d'Ambalavao moins de 10 000 habitants, le regroupement de la population le plus proche du parc, il existe actuellement un hôtel, les Bunganvilliers, satisfaisants les touristes internationaux. L'hôtel est une partie d'usine de papier Antemoro qui fabrique à la main et vend des papiers décorés. Plusieurs petits restaurants ont émergé pour satisfaire à la fois les visiteurs nationaux et internationaux mais l'industrie touristique est encore en gestation dans la région. A côté d'Ambalavao, il y a une petite forêt gérée par une communauté appelée Anja où le Lemurcatta peut être vu. Une fabrique de soie est également située à côté de la ville où les travailleurs élèvent des vers de soie, collectent la soie brute, créent et vendent des produits à base de soie.

Il faut noter que sur les produits touristiques de l'Andringitra, l'attraction première de la région du parc national de l'Andringitra est un environnement intact de montagne entouré de cultures de paysages pastoraux locaux. L'enclavement de la région avant la rénovation des routes en 1998 et 1999 s'est résulté en un environnement relativement parfait, virtuellement préservé du monde extérieur. Les attractions majeures du parc sont des passages panoramiques de haute montagne et des opportunités de randonnée. Les activités touristiques complémentaires comme l'observation d'oiseaux, les promenades sur sites (chutes et rivières); l'observation d'orchidées sauvages et de lémuriers, la photographie, et le campement en plein air sont également possibles dans le parc. Actuellement, la visite du parc est pour les individus qui sont capables de prendre les moyens de communication sur un terrain montagneux difficile, même si elle ne se limite pas exclusivement aux sacs à dos. Les individus de n'importe quel âge avec un minimum de condition physique peuvent apprécier les différents chemins du parc qui ont été aménagés pour assurer une visite en toute sécurité.

A l'avenir, le développement des zones périphériques se concentrera sur des hôtels de qualité moyenne à supérieur pour étendre le marché cible à des voyageurs plus âgés et plus aisés qui pourront profiter du paysage fantastique du balcon de leur hôtel, s'ils le désirent.

En dehors de la zone du parc, les visiteurs peuvent apprécier les attractions culturelles des groupes ethniques Betsileo et Bara Bory dans les vallées de Mamoly et Sahanambo. Des opportunités d'escale et de deltaplane sont fournies, et proposées par un tour opérateur privé dans la vallée de Sahanambo, dans la zone périphérique occidentale du parc. A cause du manque d'installations de secours à Madagascar et des conflits avec des croyances culturelles, le tourisme à danger comme l'escaladée technique et le deltaplane est interdit à l'intérieur du parc.

Il y a l'existence de Guethouse WWF, construit en 1996, il se trouve à côté de petit village D'Ambalamanandray ; à Namoly. Le guesthouse sert actuellement de bureau et de logement pour les visiteurs officiels du WWF et d'hôtels pour les touristes. Il est prévu que, une fois que des petits hôtels seront construit dans la vallée, le guesthouse sera limité au personnel du parc et aux visiteurs officiels et ne sera plus disponible pour les touristes. Le bâtiment soit le style architectural des maisons Betsileo de la région, il contient 18 lits ; de l'eau courante chaude et froide, 2 cheminées et les installations de cuisine. L'électricité est obtenue à partir d'un groupe électrogène, qui a été remplacé par un système solaire électrique en 2001 pour suivre les normes hôtelières du document plan développement écotouristique.

Ces normes recommandent de l'énergie ou solaire ou hydroélectrique pour éviter les bruits et les échappements polluants générés par les groupes électrogènes fonctionnant au gasoil ou à l'essence. Entre les 06 août 1998 et le 20 août 2001 ; le guesthouse de Namoly a accueilli 626 individus, 25% du nombre total de touristes qui ont visité le parc. Le nombre annuel de visiteurs qui ont séjourné dans le guesthouse est de :

1998	56 touristes
1999	126 touristes
2000	212 touristes
2001	232 touristes

Pendant cette période, le prix d'un lit dans le guesthouse allait de 1,5\$ à 3\$. Des brutes de 20,8 millions Fmg (3,105\$) ont été perçues, 35% des touristes qui ont séjourné dans le guesthouse sont resté plus d'une nuit, ce qui traduit une occupation totale de 847 invités. Le guesthouse n'a pas été conçu pour être hôtel, ce qui fait qu'aucune action marketing n'a été faite pour attirer les touristes.

CONCLUSION

Le tourisme est devenu un phénomène de civilisation ; l'ampleur qu'il a acquise l'a fait passer de plan limité d'un plaisir élitaires au plan général de la vie sociale et économique. La communauté en charge du développement a reconnu les potentialités du tourisme pour l'allègement de la pauvreté et les expériences sont actuellement regroupées en vue d'un abrégé des pratiques et politiques touristiques en faveur des pauvres. Le tourisme est presque souvent dépendant d'un capital de base consistant en des ressources naturelles.

Il est utilisé comme une justification des actions de conservation et comme un moyen de lever des recettes pour la conservation. Le tourisme peut constituer une base économique régionale. La meilleure compréhension du secteur tourisme par le biais du développement de la technologie d'information et de la communication est plus nécessaire pour réaliser le potentiel touristique. Le tourisme est vraiment source de la rentrée des devis et aussi un secteur pilote qui favorise de mieux en mieux la création d'emploi au bénéfice des communautés villageoises Malagasy. Le tourisme est un moteur de développement et qui assure la sauvegarde des patrimoines naturels. Le capital touristique varie est attrayant par différents segments de la demande touristique le tourisme peut être un puissant instrument de développement durable direct et à Madagascar à la pauvreté rurale est rependue et où les pauvres mettent une pression sur les sources naturelles de base ; le tourisme pourrait générer des externalités positives. Primo, parce que son capital se répartit sur toute l'île le tourisme crée des poches de croissance économique dans des régions qui n'ont pas de sources alternatives de revenus et d'emplois. Dans la région éloignée particulièrement ; le tourisme contribue à alléger la pauvreté. Secundo, le tourisme géré de façon adéquate, peut aider à conserver l'environnement que ce soit l'écotourisme ou le tourisme balnéaire. Madagascar a le potentiel d'accueillir un nombre beaucoup plus important de touristes à condition d'assurer la bonne gestion de l'évolution du secteur tout en mettant l'accent sur les aspects économique, environnemental et social et notamment sur la participation communautaire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- LDI (Juin 2001) Demande d'appui de LDI pour le Développement de l'Écotourisme dans la Région de l'Anosy.
- Groupement Interprofessionnel de l'Hôtellerie et du Tourisme de Nosy Be (GIHTNB). Etude des Conditions de Lancement du Tourisme sur l'Ile de Nosy Be. 2002.
- Sharma, Amit N. (Juillet 2001) Une Etude de Cas sur une Activité Hôtelière à Antananarivo (projet).
- ANGAP (Mai 2001) : Résumé du tourisme dans les Parcs Nationaux de Madagascar.
- ANGAP (Mai 1999) : Politique sous-sectorielle de l'écotourisme dans les zones gérées par ANGAP
- PNUD. (No daté). Ecotourisme. Préparé par Jacqueline Randriamanantena and Herintsalama Rajaonarivelo.
- Partenaires pour le Développement de l'Écotourisme. Ecolodge : Guide de Référence. USAID, PICE, Patrimoine Nature , 1998.
- Projet Mayo/Union européenne. (Sept. 2000) : Enquête sur le Tourisme 2000, Rapport Final.
- DFID. Juillet 2001. le Fonds de Défi pour le Tourisme, géré par Deloitte & Touche, Londres. « Voyager Equitable : Développer et Commercialiser des projets touristiques avec les Communautés du Sud ».
- John Dixon, Kirk Hamilton, Stefano Pagiola, Lisa Segnestam. (Mars 2001) «Tourisme et Environnement dans les Caraïbes ». Un Cadre Economique. Articles du Département Environnement. No. 80. La Banque Mondiale.
- La Banque Mondiale et la Banque de Développement de l'Afrique Australe, « Tourisme orienté Nature Durable et Conservation : Vers une Economie de Tourisme orientée Nature dans le KwaZulu Natal », Résumé Exécutif (2002). Bourse de Recherche RPOI 682-54.
- Benavides (2001) : La Durabilité du Tourisme International dans les Pays en Développement, Séminaire sur la Politique Touristique et la Croissance Economique, Berlin, 6-7 mars, 2001.
- Cooke, Andrew, Ratomahenina, Onésime, Ranaivoson, Eulalie et Razafindrainibe, Haja. Chapitre 6 : Madagascar. Les Mers de la Millénaire : Une Evaluation Environnementale. Volume II. Edité par C. Sheppard. 2000 Elsevier Science Ltd.

GLOSSAIRE

Ecotourisme : intégration du tourisme dans la gestion de l'environnement

Tourisme culturel : tourisme lié à l'enrichissement culturel de voyageur au contact de patrimoine

Tourisme durable : tourisme lié au concept de pérennité

Tourisme solidaire : tourisme lié à la relation de solidarité entre les touristes et la population d'accueil

Tourisme équitable : tourisme lié à la limpidité et transparence dans la gestion nécessaire à une juste rémunération des acteurs.

Tourisme traditionnel : Les établissements d'hébergement qui correspondent à ces trois critères principaux peuvent être considérés comme traditionnels :

- les marchés cibles ne sont pas à la recherche de services spécialisés autre qu'un peu de divertissement et de découverte, les visiteurs viennent individuellement en couple ou en un petit groupe.
- Les structures d'hébergement jouent l'authenticité mais doivent être de qualité internationale, particulièrement en ce qui concerne le confort, le service et l'hygiène internationale de voyage et les T.O. La programmation des prestations (avec les conditions de prix et de réservation) se font une année à l'avance. Les réceptifs locaux de T.O mettent en œuvre le circuit et s'assurent de son exécution et du contrôle des services de qualité.
- Les actions marketing se font à travers les réseaux de l'industrie.

Nom : RAKOTORAHALAHY

Prénoms : Mamy Honoré

Titre : Faire de tourisme un secteur de développement durable direct aux communautés villageoises Malagasy ; créateur d'emploi tout en protégeant l'environnement

Nombre de page : 80

Nombre de tableau : 14

Nombre de graphique : 0

Spécialité : Tourisme et développement

Mots clés : Tour opérateurs ; écotourisme ; tourisme durable ; tourisme équitable ; tourisme de plongée ; tourisme de croisière ; tourisme traditionnel ; tourisme sexuel ; compte du tourisme satellite ; réserves foncières touristique ; agences de voyages ; sites touristique ; capital touristique ; zones d'intérêts touristiques ; établissements hôteliers ; schéma directeur (Master Plan) ; tourisme balnéaire ; tourisme culturel ; tourisme solidaire.

Résumé analytique

Le tourisme est secteur pilote de développement durable direct aux communautés villageoises Malagasy. Il participe massivement à la rentrée des devises étrangères et aussi contribue essentiellement à la création d'emploi. L'exploitation du capital touristique mérite une bonne sauvegarde de l'environnement pour mieux assurer le bien être social. Les ressources naturelles telles que les faunes et les flores doivent gérer légalement et rationnellement pour mieux satisfaire les besoins actuels des gens et aussi les besoins des générations futures. Le tourisme est le locomotive de la croissance économique ; et facteur clé de développement de la nation. En un mot ; le tourisme de Madagascar est une source clé : de croissance économique ; de recettes en devises ; d'investissement ; de création d'emplois ; de bien être social ; de réduction de la dette extérieure, de diversification de l'économie.

Encadreur : RAKOTOSEHENO ZO

Adresse : logement 621 Cité des 67 Ha Centre Ouest Antananarivo 101

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS

REMERCIEMENT

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES TABLEAUX

INTRODUCTION..... 1

PARTIE I : LE TOURISME EN TANT QU'UN SECTEUR DE DEVELOPPEMENT

DURABLE DIRECT AUX COMMUNAUTES VILLAGEOISES MALAGASY..... 2

**CHAPITRE I : LE TOURISME, PRINCIPAL SOURCE DE LA RENTREE SES
DEVISES ET PILIER MAJEUR DE DEVELOPPEMENT DURABLE. 2**

Section 1 : Les aspects positifs du tourisme comme facteur clefs du développement

durable direct. 2

a) L 'écotourisme et le tourisme équitable : 3

b) Le tourisme comme facteur clé de développement durable direct : 7

c) Les principaux types projet écotouristique : 11

Section 2 : L'importance de l'échange d'information dans le domaine du tourisme..... 13

a) Les atouts de regroupement des systèmes d'informations dans le secteur tourisme 13

b) Les initiatives écotouristiques s'appuyant aux communautés villageoises : 14

c) Adoption de tourisme en faveur des pauvres ou équitable : 15

Section 3 : Les perspectives de développement du secteur tourisme Malagasy 16

a) Les potentialités touristiques de Madagascar :..... 16

b) Le principal facteur limitant influant la qualité du capital touristique :..... 17

c) L'outil de développement idéal pour Madagascar au niveau du tourisme : 18

**CHAPITRE II : LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT EN FAVEUR DU
TOURISME 18**

Section 1: Les objectifs de développement en faveur du tourisme..... 18

a) Utilités des tours opérateurs au développement du secteur tourisme : 19

b) Les diverses missions du Ministère de la culture et du tourisme pour accomplir les
objectifs de développement en faveur du tourisme :..... 21

c) Les différents objectifs de développement du secteur tourisme : 26

*Section 2 : Evaluations des stratégies de développement du secteur avec bénéfices des
communautés villageoises. 27*

a)La contribution de la banque mondiale pour enlever les contraintes sur le tourisme27

b) La pratique de l'outil du schéma directeur Master Plan : 29

c) Les priorités de recommandations pilotes des stratégies de développement du secteur tourisme :	32
<i>Section 3 : Les opportunités et les répercussions des politiques de tourisme sur le développement de Madagascar.....</i>	<i>35</i>
a) Les impacts positifs du capital touristique de base	35
b) Les impacts négatifs du capital touristique	39
c) Les obstacles à la croissance du tourisme :	44

**PARTIE II : LE TOURISME COMME ETANT LE SECTEUR PRIORITAIRE
CREATEUR D'EMPLOI TOUT EN PROTEGEANT L'ENVIRONNEMENT..... 45**

**CHAPITRE 1 : ETUDE DES POTENTIALITES DU TOURISME AU NIVEAU DE
LA CREATION D'EMPLOIS..... 45**

<i>Section 1 : les avantages du secteur tourisme sur la création d'emplois aux bénéfices des communautés villageoises malagasy.....</i>	<i>45</i>
a) Les différents types d'emplois créés par le tourisme.	45
b) Les emplois directs créés par le tourisme :	46
c) L'analyse de l'EVPT :	47
<i>Section 2 : Analyses des données touristiques non fiables et l'arme contre la pauvreté. 49</i>	<i>49</i>
a) Le compte du tourisme satellites.....	49
b) Effet de la médiocrité des données propre au secteur tourisme :	50
c) L'arme contre la pauvreté :	51
<i>Section 3 : Evaluation des potentialités sous exploités dans le domaine touristique à Madagascar.....</i>	<i>55</i>
a) Identification des obstacles à la croissance économique du tourisme.	55
b) Analyse du tourisme sexuel :	57
c) Les faiblesses du domaine de transport :	59

**CHAPITRE II : LE DYNAMISME DU SECTEUR TOURISTIQUE DANS LA
**CREATION D'EMPLOI SOUS UNE PRESERVATION INTEGRALE DE
L'ENVIRONNEMENT 62****

<i>Section 1 Les avantages de l'établissement des hôtelleries et des entreprises des voyages animateurs touristiques à Madagascar.....</i>	<i>62</i>
a) Les apports positifs d'établissements hôteliers :	62
b) L'évolution du nombre des hôtels à Madagascar de 1999 à 2005 :	63
c) L'évolution du nombre des EVPT à Madagascar de 1999 à 2005.....	66
<i>Section 2 : les atouts d'adoption d'un système de gestion environnemental dans l'hébergement touristique</i>	<i>67</i>

a)Environnement : facteur moteur de développement touristique	67
b) La contribution de la charte du tourisme équitable au développement du secteur touristique :	69
c) Les avantages apportés par la sensibilisation des jeunes malgaches à l'environnement pour développer le secteur tourisme :	69
<i>Section 3 : Analyses fondamentales des réserves foncières touristiques</i>	72
a)Les atouts apportés par les RFT :	72
b) Evolution des visiteurs dans les parcs et les réserves nationaux de Madagascar	75
c) Le développement écotouristique au niveau de l'exploitation du parc national :	76
CONCLUSION	80

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

GLOSSAIRE

RESUME ANALYTIQUE